

**CHUTE DU BUS DANS
L'OUED EL HARRACH**

Les leçons d'un drame

Lire l'article de M. Aziza page 3

UN DÉLAI DE SIX MOIS ACCORDÉ

**■ Les bus de transport
de voyageurs de plus de
30 ans retirés de la circulation**

P. 3

**ENQUÊTES SUR LES ACCIDENTS
MORTELS DE LA ROUTE**

**■ Les auto-écoles
désormais concernées**

P. 3

Notre supplément
**AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de

P. 8 & 9

PROJECT
SYNDICATE
AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

**Trump a-t-il tué
la finance verte ?**



PAR HOWARD
DAVIES

Howard Davies, ancien gouverneur
adjoint de la Banque d'Angleterre,
est président du groupe NatWest.

**Faire de la préservation des
océans une manne économique**



PAR BERTRAND
PICCARD

Bertrand Piccard, explorateur
suisse, est le fondateur de
la Fondation Solar Impulse.

**L'économie américaine
prospérera malgré les politiques
économiques de Trump**



PAR NOURIEL
ROUBINI

Conseiller principal chez Hudson Bay
Capital Management LP, est professeur
émérite à la Stern School of Business
de l'Université de New York.

**La finance ne passera
pas entre les gouttes
d'un monde qui change**



HERVÉ
GOULETQUER

Hervé Goulletquer is an economist
at Accuracy, a business and
financial consultancy.



**UN AUTRE
QUARTIER RASÉ
L'armée sioniste
veut détruire
le gouvernorat
de Ghaza**

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2

Chute du bus
 dans l'oued El Harrach
 Les leçons
 d'un drame

M. Aziza

Le terrible accident ayant coûté la vie à 18 personnes et causé des blessures à 23 autres, suite à la chute d'un bus de voyageurs dans l'Oued El Harrach, à Alger, rappelle la nécessité de redoubler la vigilance, mais surtout d'appliquer la loi dans toute sa rigueur. Vu l'ampleur du drame, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en signe de solidarité avec les familles des victimes, a décrété un deuil national d'un jour, à compter de vendredi soir, avec la mise en berne de l'emblème national. Le ministre des Transports Saïd Sayoud, qui s'est déplacé, avant-hier, sur les lieux du drame, a annoncé l'ouverture d'une enquête pour déterminer les circonstances exactes de l'accident. Regrettant la recrudescence des accidents de la route en Algérie, il a souligné que 90% de ces accidents sont dus à l'imprudence des chauffeurs et à l'excès de vitesse. Le ministre a, en outre, indiqué que la rénovation et la modernisation du parc roulant des bus est à l'ordre du jour du gouvernement. Il a affirmé que la plupart des blessés de la tragédie ont quitté l'hôpital. Il ne restait, jusqu'à hier matin, que 5 blessés pris en charge au niveau de l'hôpital Zmirli, a-t-il précisé. Hier samedi, le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, s'est rendu, samedi, au Centre hospitalo-universitaire (CHU) Mustapha-Pacha d'Alger pour s'enquérir de l'état de santé des blessés, indique un communiqué du ministère.

M. Saihi a «salué la prise en charge efficace et immédiate des blessés par l'institution militaire au niveau de l'Hôpital central de l'Armée à Aïn Naâdja», précise le communiqué, soulignant «la mobilisation de l'ensemble des équipes médicales et paramédicales pour assurer une prise en charge optimale de tous les blessés». «Treize (13) victimes de cet accident seront inhumées à Alger», selon la même source.

«Treize (13) blessés sont toujours pris en charge à l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) Salim-Zemirli d'El-Harrach et leur état de santé est suivi de près par les équipes médicales», ajoute le communiqué.

Par ailleurs, «les dix (10) citoyens qui ont plongé dans l'Oued El Harrach pour porter

secours aux victimes ont été pris en charge à l'EHS d'El Kettar (Alger) et leur état de santé ne suscite aucune inquiétude», conclut la même source.

Hacem Menouar, président de l'association «El Aman» pour la protection des consommateurs a affirmé dans une déclaration faite au «Le Quotidien d'Oran» que ce genre d'accident était prévisible. Vu, dit-il, le non-respect des mesures de sécurité et du code de la route, ainsi que l'état de nos routes. Et d'ajouter que son association avait adressé depuis 2016 plusieurs requêtes aux responsables pour une révision «courageuse» du code de la route qui date de 30 ans ainsi que le cahier des charges régissant le transport en commun et celui des marchandises. Ainsi que la révision en particulier des conditions d'octroi du permis de conduire et de l'autorisation de conduite pour cette catégorie. Son association propose de relever l'âge minimum pour l'obtention du permis et de l'autorisation de conduite du poids lourd et du transport en commun à 35 ans. Et de plaider, également, pour l'installation des mouchards électroniques sur les poids lourds et le transport en commun qui donneront une lecture réelle et juste sur le comportement du chauffeur sur les routes. Ces informations, précise le président de l'association, seront transmises à un lecteur dédié à cet effet lors de chaque contrôle de sécurité. M. Menouar a évoqué l'idée de mettre des fiches de signalement dans les bus, à travers lesquelles il sera mis un numéro de téléphone, un système de messagerie ou bien WhatsApp. Le bus devra être arrêté à un barrage sécuritaire une fois le nombre de signalements atteint 3 messages ou appels dénonçant le conducteur malveillant. L'association a appelé à revoir l'état des routes et l'état des véhicules de transport. Et d'exiger des opérations de contrôle au niveau des auto-écoles. Tout en mettant l'accent sur la nécessité d'éduquer et sensibiliser les enfants et les adultes sur la sécurité routière et la sécurité sanitaire et autres. Et ce, à travers l'école, les 20.000 mosquées qui doivent jouer leur rôle avec des prêches pertinents qui favorisent l'éducation et le respect des lois et le sens de la rigueur et de l'organisation. Sans parler du rôle des médias, notamment les médias lourds.

Un délai de six mois accordé

Les bus de transport
 de voyageurs de plus de 30 ans
 retirés de la circulation

Le ministère des Transports a annoncé, dans un communiqué ce samedi, qu'il a été décidé, sur instruction du président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, de retirer tous les vieux bus de transport de voyageurs du parc national, ceux dont l'âge de service dépasse les 30 ans. Ce retrait devra être effectué dans un délai ne dépassant pas six mois.

Le ministère a précisé que «les propriétaires des bus usés ont un délai de six mois pour les remplacer par des véhicules neufs». Il a également affirmé que ses services «s'engagent à fournir toutes les facilités nécessaires pour le remplacement des bus anciens, afin d'assurer le bon déroulement de l'opération sans complications, tout en respectant les délais fixés».



Raina
 Raïkoun

El yazid Dib

Le sort est un sort, l'on ne peut se découdre à sa volonté. L'inattention et l'imprudence sont des bourdes qui ne doivent pas échapper à la rigueur de la vigilance. Mais la chaussée, le pont, le dos d'âne, le bus, l'affluence, l'embouteillage, la maintenance, l'entretien, la mécanique, la gestion et le contrôle ne sont que des fautes impardonnables, des tares et des ratés dans la machine institutionnelle. Il faut les assumer.

Dix-huit âmes innocentes se sont envolées aux cieux atrocement, noyées dans la déjection d'un manque de maîtrise de l'organisation globale de la mobilité. L'oued n'est nullement responsable.

Le propos n'est pas de désigner un coupable. L'enquête le déterminera. L'essentiel reste la grande morale didactique à tirer de cette tragédie. La leçon édictant la prise de mesures à même d'éradiquer ces aléas, sinon réduire leurs facteurs génésiaques. En dehors de l'erreur humaine, il doit y avoir beaucoup d'autres erreurs physiques, matérielles, économiques, managériales.

Tous les usagers de la route souffrent des pé-

nuries de la pièce de rechange. La vétusté de ces embarcations urbaines n'est plus à démontrer.

Une refonte radicale de la logistique des transports en commun s'avère un impératif cardinal. Si le secteur public serait quasiment incapable de prendre en charge le dense flux national; le secteur privé pourrait être appelé à renforcer les capacités opérationnelles. Seulement à des conditions adaptées selon des critères de performance. Le transport en commun ne sera plus un simple registre de commerce individuel de petit maquignon. Mais une entreprise à grande flotte à admettre sous un cahier des charges draconien. L'on imagine mal un jeune de vingt-cinq ans, distrait, volatile, impétueux; conduire un peuple. Un défi républicain est à relever pour que ces fâcheux événements ne puissent se reproduire. Le dossier transport public doit faire un examen minutieux à un haut niveau. Tous ses aspects techniques, géographiques, professionnels sont à mettre sous une terrible loupe.

Paix à l'âme des disparus

Enquêtes sur les accidents mortels de la route
 Les auto-écoles désormais concernées

Les enquêtes sur les accidents mortels de la route incluront désormais les auto-écoles afin d'examiner les conditions d'attribution des permis de conduire, a annoncé sa-

medi le ministère des Transports dans un communiqué.

«Le ministère des Transports porte à la connaissance des citoyens qu'il a été décidé dorénavant d'in-

clure les auto-écoles dans les enquêtes liées aux accidents mortels de la circulation afin d'examiner les modalités d'attribution des permis de conduire», précise la même source.

Attaf reçoit un appel téléphonique
 de son homologue égyptien

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, samedi, un appel téléphonique de son homologue égyptien, M. Badr Abdel-Atty, qui lui a présenté ses condoléances, au nom de la République arabe d'Egypte, pays frère, suite à la tragique chute d'un bus de transport dans l'Oued El Harrach (Alger), indique un communiqué du ministère.

L'appel téléphonique a été l'occasion pour les deux ministres de «poursuivre la concertation et la coordination autour des questions

d'intérêt commun, en tête desquelles, la cause palestinienne», précise le communiqué.

Dans ce cadre, les deux parties ont évoqué «les derniers développements liés à la reprise par l'occupation israélienne de ses plans expansionnistes», affirmant que «l'avenir de la paix au Moyen-Orient demeure tributaire de l'arrêt de la guerre génocidaire menée contre le peuple palestinien, de la fin des chimères israéliennes expansionnistes et de l'accélération de l'établissement de l'Etat palestinien indépendant et souverain sur les frontières de 1967, avec El-Qods comme capitale».

Les deux ministres ont, par ailleurs, «abordé les développements de la situation dans l'Etat de Libye, pays frère, et réaffirmé leur attachement à un règlement définitif de la crise libyenne, à même de préserver la souveraineté de ce pays, l'unité de son peuple et l'intégrité de son territoire, et de consolider la paix, la sécurité et la stabilité dans la région».

Dans le même contexte, les deux parties ont discuté des «préparatifs de la prochaine réunion du mécanisme tripartite des pays voisins de la Libye, qui se tiendra à Alger», conclut la même source.

<REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**-WILAYA DE BECHAR****DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE****Adresse : Béchar****NIF : 099108019040036/01****PROGRAMME : BUDGET DE LA WILAYA****INTITULE DU PROGRAMME : ACQUISITION DE CAMIONS CITERNES AU PROFIT DE LA WILAYA****APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES****N° 03/DAL/2025.**

La Direction de l'administration locale de la Wilaya de Bechar lance la procédure d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales du projet: relatif à

Acquisition de camions citernes au profit de la wilaya**Condition de participation à l'appel d'offres :**

Le présent appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges est destiné uniquement aux entreprises (personnes physique ou morale) et groupements d'entreprises (personnes physique ou morale) de droit Algérien répondant aux conditions minimales d'éligibilités suivantes :

a) capacités professionnelles :

- Fabricants (code 301011),

- constructeur concédant : qui concède une concession afin de commercialiser ses produits à partir du pays de construction d'origine (code 607074).

- Concessionnaires : toute activité consistant en l'importation pour la vente en l'état de véhicules automobiles neufs, sur la base d'un contrat de concession liant le concessionnaire au concédant (code 741101).

- agents agréés : toute activité de vente de véhicules automobiles neufs, sur la base d'un contrat liant l'agent agréé au concessionnaire (code 606101).

- Revendeurs agréés : toute activité de vente de véhicules automobiles neufs, sur la base d'un contrat liant le revendeur agréé au concessionnaire et / ou distributeur agréé (code 501010).

- Equipementiers : toute activité de vente de véhicules automobiles neufs conformément à la législation et la réglementation en vigueur (codes 305003, 305022,...ect).

✓ Justifié par un agrément délivré par ministre de l'Industrie et des mines pour l'activité de commercialisation des véhicules neufs et registre de commerce électronique avec le code d'activité désiré, les revendeurs agréés (contrat de vente avec le revendeur et /ou distributeur + registre commerce électronique avec le code dans le domaine désiré), et l'équivalent pour les fabricants et constructeurs concédant

b) capacités techniques :

Soumissionnaires ayant réalisées des marchés publics dans le domaine de l'objet du présent cahier des charges justifié par, au moins, une (01) attestation de bonne exécution établie par des organismes publics durant les 10 dernières années.

- CAS DE SOUMISSION EN GROUPEMENT :

Dans ce cas, ils doivent répondre aux conditions suivantes :

- le groupement est constitué en la forme solidaire, au sens de l'article 81 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ;

- le chef de file, membre majoritaire du groupement, est désigné comme mandataire représentant l'ensemble des membres du groupement et est seul habilité à prendre des engagements et à recevoir des instructions ;

- le groupement d'entreprises ne peut changer ou modifier sa structure ou transférer à un des tiers ses participations ;

- Un exemplaire du protocole d'accord préliminaire relatif à la constitution d'un groupement momentanément d'entreprises, liant les membres du groupement, sera joint à la soumission. Le protocole d'accord devra déterminer les missions de chacun des membres et les parts respectives de chacun. Les pourcentages (%) de participation des membres doivent coïncider avec les parts financières revenant aux membres du groupement. Dans le cas où un groupement serait retenu, ce dernier devra fournir à la date de signature du marché, un acte notarié.

- Les paiements dans le cadre d'un groupement momentanément d'entreprises solidaires sont effectués dans un compte commun ouvert au nom du groupement. Les cautions sont établies au nom du mandataire.

➤ **Lieu du retrait du cahier des charges :** Les candidats répondant aux conditions minimales sus citées peuvent retirer le présent cahier des charges directement ou par le biais de représentants dûment mandatés par leurs soins auprès

Wilaya de Bechar**Siege de la wilaya****Centre ville****Direction de l'administration locale****Service de planification et du suivi des programmes de développement**

➤ Documents constitutifs de l'offre : les offres doivent comporter un dossier de candidature (déclaration de candidature, une déclaration de probité, le statut pour les sociétés, les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise, tout document permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires) une offre technique (une déclaration à souscrire, mémoire technique justificatif, le cahier des charges portant à la dernière page la mention « lu et accepté » et une offre financière (la lettre de soumission, le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif); ce conformément aux dispositions y afférentes du cahier des charges.

➤ **La préparation des offres :**

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet d'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière » selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme comportant la mention « A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°..... /2025 » objet du cahier des charges

La durée de préparation des offres :

la durée de préparation des offres est fixée à VINGT ET UN (21) jours à compter de la date de la première parution du présent avis d'appel d'offres au bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (B.O.M.O.P) ou la presse Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, il sera reporté au lendemain à la même heure.

Date et heure limite de dépôt des offres

- La date de dépôt des offres ; fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres.

- L'heure limite de dépôt des offres est fixée à partir de 8h00 jusqu'à 11h00.

Lieu de dépôt des offres :

Les offres doivent être déposées à la Wilaya de Bechar – Direction de l'Administration Locale – service de planification et du suivi du programme de développement

Ouverture des plis :

L'ouverture, en séance publique, des plis des dossiers de candidatures, des offres techniques et financiers, intervient, pendant la même séance, en présence des soumissionnaires sera assurée par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres, à l'adresse sus indiquée (salle des réunions) le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 11h00 précises).

Durée de validité des offres :

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai égal à la durée de préparation des offres (21 jours), augmentée de quatre-vingt-dix jours et ce, à compter de la date de leur dépôt

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531011559 Le Quotidien d'Oran 17/08/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**WILAYA DE : TIARET****DAIRA DE : SOUGUEUR****COMMUNE DE: SI ABDELGHANI****CODE FISCAL : 0984 1417 51 18 034****3EME D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 02/2024**

Le président de l'Assemblée populaire de la commune de Si -Abdelghani lance pour un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales relatif à la réalisation de projet suivant :

SUIVI ET REALISATION DE LA ROUTE RELIANT CW 03 ET BENGASSMIA SUR 3 KM (LOT REALISATION)

Cet avis est destiné aux soumissionnaires disposant:

- Disposant d'un certificat de qualification dans le domaine travaux public comme activité principale Catégorie (04) et plus.
- Ayant réalisé un projet similaire de même nature : d'au moins 03 km signé par le maître d'ouvrage.

Les intéressés peuvent se présenter au près du bureau de développement et suivi du programme de la commune de Si Abdelghani pour le retrait des cahiers des charges contre un montant de 3.000.00 DA de chaque projet.

A. DOSSIER DE CANDIDATURE : Contient

Déclaration de candidature dûment renseignée, datée et signée par le soumissionnaire (modèle annexé au cahier des charges)

Déclaration de probité dûment renseignée, datée et signée par le soumissionnaire (modèle annexé au cahier des charges)

Copie du Statuts pour les sociétés ;

Tous documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'organisme ;

Copie de Certificat de qualification et classification professionnelles dans le domaine travaux public comme activité principale

Catégorie (04) et plus.

Copies des Bilans financiers des 03 dernières années, visées par les services des impôts.

Copie des références bancaires.

La liste nominative des moyens humains avec des copies de pièces justificatives (attestation CNAS valide + attestations

De succès ou diplômes

Liste des moyens matériels avec pièces justificatives (cartes grises Ou PV d'huissier de justice).

Références professionnelles, avec présentation de copies des attestations de bonne exécution délivrées par les maîtres d'ouvrage.

B. OFFRE TECHNIQUE : Contient

Déclaration à souscrire dûment renseignée, datée et signée par le soumissionnaire (modèle annexé au cahier des charges)

Le cahier des charges paraphé et portant à la dernière page, la mention manuscrite (écrite à la main) : « lu et accepté ».

Planning prévisionnel des travaux signé avec phasage détaillé des tâches

C. OFFRE FINANCIERE : Contient

Lettre de soumission dûment renseignée, datée et signée par le soumissionnaire (modèle annexé au cahier des charges).

Bordereau des prix unitaires dûment rempli, daté et signé par le soumissionnaire.

Devis quantitatif et estimatif dûment rempli, daté et signé par le soumissionnaire.

Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidatures seront exigées

Uniquement de l'attributaire de la marche.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière doivent être insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention «DOSSIER DE CANDIDATURE» ou «OFFRE TECHNIQUE» ou «OFFRE FINANCIERE», selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe extérieure cachetée et anonyme portant ce qui suit :

A Mr LE P/APC**« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES »****APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 02/2024 - NON DU PROJET -**

La date de dépôt des offres est fixée à 10 jours à partir de la date de la première apparition de l'avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Les soumissionnaires peuvent assister à la séance de l'ouverture des plis qui sera tenue au Siège de l'APC

de Si-Abdelghani à 14.00 h.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 100 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

SI ABDELGHANI LE : 12 AOUT 2025**LA P / APC****ANEP N° 2531011549****Le Quotidien d'Oran 17/08/2025****REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE****WILAYA DE RELIZANE DAIRA DE JDIOUIA****COMMUNE DE OULED-SIDI-MIHOUB****N° Fiscal: 0962.4838.9045801****Avis D'appel D'offre national Ouvert, N° 14 /2025**

Le président de l'Assemblée Populaire Communale de la Commune de Oued –Sidi-Mihoub, lance un Appel d'offres national Ouvert pour : Approvisionnement cantines scolaires année 2026 lot 1-produit alimentaires + pain lot 02-legumes et fruits lot 03-viandes rouges et blanches fraîches et œufs

Cet avis concerne seuls les fournisseurs et les entreprises spécialisées Les soumissionnaires peuvent retirer le cahier des charges depuis le site et la page officielle de la commune de ouled sidi mihoub سيدي اولاد سیدی الصفحة الرسمية للبلدية Les offres doivent être accompagnées des pièces réglementaires en cours de validité.

Le dossier de candidature :

1- la déclaration de candidature dûment remplie datée et signée et paraphé.

2- -La déclaration de probité dûment remplie datée et signée et paraphé ;

3- -Les statuts pour les sociétés ;

4- -Registre de Commerce concernant le lot

5- -Attestation de mise à jour CASNOS-CNAS en cours de validité.

6- -Extrait de rôle en cours de validité -apure ou accompagne d'un échéancier de paiement des créances + dernier reçu de paiement

7- -numéro d'identification fiscale. (NIF)

8- - moyens matériels à mettre dans le projet on précise l'état et le nombre (dûment justifié par cartes grises & assurances ou facture d'achat).

9- - moyen humain à mettre dans le projet (justifié par l'état des effectifs déclarés à la CNAS)

10- - Attestation catégorie fiscale (C20) (état fiscale -attestation qui prouve dans quel cas est l'entreprise (REEL OU FORFAITAIRE) année 2025))

11- -Attestation justifiant l'accomplissement de la procédure de dépôt légal des comptes sociaux (cf. à l'article 29 de l'ordonnance n°=29/01 du 22/07/2009 portant loi de finance complémentaire 2009 (copie certifiée)

12- - photo copie des pièces concernant la délégation des personnes pour les entreprises.

2-OFFRE TECHNIQUE

1. Une déclaration à souscrire dûment remplie datée et signée et paraphé ;

2. -tout document permettant d'évaluer l'offre technique : une mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ;

3. -le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

3-OFFRE FINANCIERE

1. La lettre de soumission dûment remplie datée et signée et paraphé ;

2. -le bordereau des prix unitaires (BPU) ;

3. -le devis quantitatif et estimatif (DQE) ;

- Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

A N'OUVRIR QUÉ PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET EVALUATION DES FFRES

Avis d'appel d'offre national ouvert N° 14 / Approvisionnement cantines scolaires année 2026 lot 1-produit alimentaires + pain lot 02-legumes et fruits lot 03-viandes rouges et blanches fraîches et œufs La durée de préparation des offres est de dix (10) JOURS, à partir de la date de la première parution d'appel d'offre dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou dans les quotidiens nationaux arabes ou français.

La date et l'heure limite de dépôt des offres : Le jour et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres à 13h 30mn.

Le jour d'ouverture des plis correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres

L'heure d'ouverture des plis correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres à 14.00 h

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable. Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant, 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

Fait à O/Sidi Mihoub, le:10/08/2025**LE PRESIDENT DE L'A.P.C****ANEP N° 2531011550****Le Quotidien d'Oran 17/08/2025**

Après un rapide sommet Tump- Poutine en Alaska Le mutisme comme plan

Donald Trump et Vladimir Poutine se sont séparés sans rien dévoiler d'un possible plan de paix pour l'Ukraine ni annoncer de cessez-le-feu à l'issue de leur rapide sommet en Alaska.



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui n'avait pas été invité à Anchorage, a annoncé samedi qu'il irait lundi à Washington rencontrer le président américain, et que celui-ci l'avait informé des «principaux points» de ses échanges avec son homologue russe. Au cours de son vol retour d'Anchorage, M. Trump a eu un «long appel» avec M. Zelensky, selon sa porte-parole. Le président américain s'est également entretenu avec des dirigeants de l'Otan, a précisé Karoline Leavitt à des journalistes à bord d'Air Force One, qui a atterri samedi à Washington. Une porte-parole de la Commission européenne a également fait état d'un appel de Donald Trump à M. Zelensky et d'autres dirigeants européens. Cet appel, auquel ont notamment participé la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, le président français Emmanuel Macron, le chancelier allemand Friedrich Merz, le Premier ministre britannique Keir Starmer et le secrétaire général de l'Otan Mark Rutte, a duré «un peu plus d'une heure», selon cette même source. Avant de quitter Anchorage, le président américain avait évoqué une réunion «très productive» et Vladimir Poutine un entretien «constructif», mais rien n'a filtré de leurs trois heures de discussions sur une base militaire de l'Alaska. Donald Trump, qui aime tant se présenter en négociateur décisif, a assuré pendant des déclarations conjointes à la presse qu'il restait «très peu» de points à régler pour trouver une issue à la guerre déclenchée il y a plus de trois ans par l'invasion russe de l'Ukraine. «L'un d'entre eux (ces points) est probablement le plus important», a-t-il ajou-

té, mais sans préciser lequel.

«Nous n'y sommes pas, mais nous avons fait des progrès. Il n'y a pas d'accord jusqu'à ce qu'il y ait un accord», a averti le président des Etats-Unis, avant de redécoller pour Washington. Donald Trump et Vladimir Poutine ont passé, en tout et pour tout, six heures en Alaska.

Le président américain s'était fixé pour ambition d'organiser très vite un sommet tripartite avec le chef d'Etat russe et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, et de décrocher un cessez-le-feu. Il n'a rien évoqué de tout cela aux côtés de Vladimir Poutine, face aux journalistes.

Mais dans un entretien sur la chaîne Fox News enregistré juste après les déclarations à la presse, Donald Trump a estimé qu'un accord pour mettre fin à la guerre «dépendait vraiment du président» ukrainien.

Au contraire, avec son homologue russe, le président américain n'a plus eu le ton quelque peu bravache d'avant la rencontre, lorsqu'il menaçait de claquer la porte en cas d'impasse, ou assurait qu'avec lui Vladimir Poutine ne «ferait pas le malin». M. Trump, qui avait menacé la Russie de «conséquences très graves» si elle n'acceptait pas de mettre un terme à la guerre, a précisé ne plus envisager de mesures dans l'immédiat. «Vu comme cela s'est passé aujourd'hui, je ne pense pas que je doive penser à cela maintenant», a-t-il déclaré, en réponse à une question de Fox News. M. Poutine, sur la même tonalité engageante et cordiale, a dit espérer que «l'entente» trouvée en Alaska apportera «la paix» en Ukraine. Les deux hommes, qui s'exprimaient devant un fond bleu portant l'inscription «Pur-

suing Peace» («Ouvrer pour la paix»), avaient promis une conférence de presse. Mais ils se sont seulement serré la main après avoir fini leurs discours et sont partis sans répondre aux journalistes. L'Ukraine et les Européens redoutaient par-dessus tout que ce sommet permette à Vladimir Poutine de manipuler son homologue américain, qui avait évoqué en amont la possibilité de concessions territoriales.

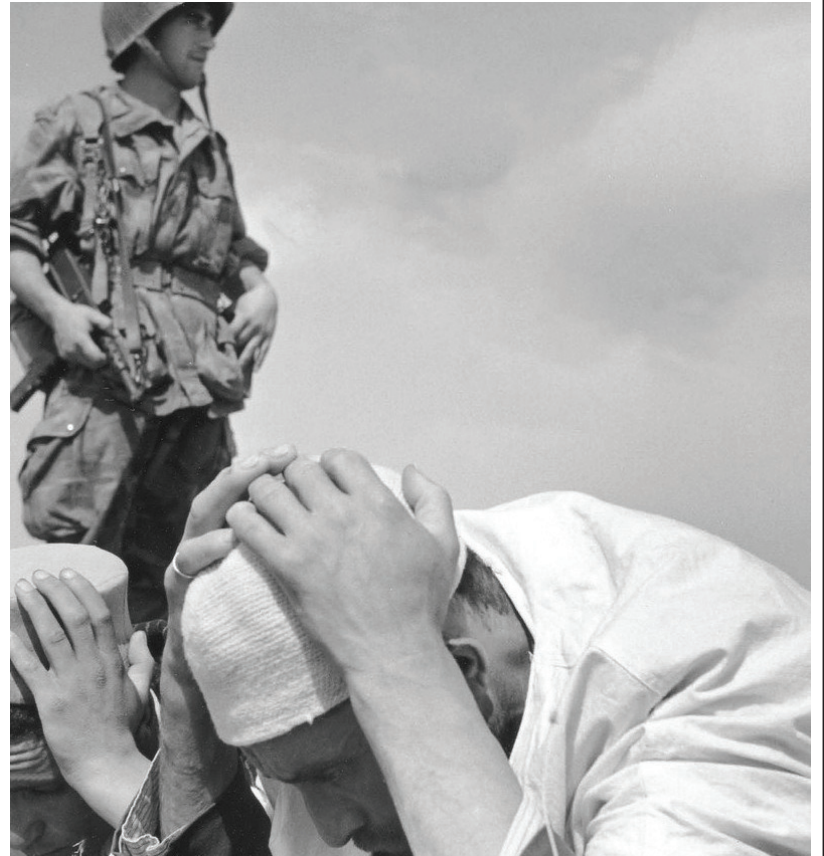
Donald Trump a dit à propos des Ukrainiens: «En dernier ressort, cela dépend d'eux». Il a aussi estimé qu'il pourrait revoir «très bientôt» le président russe. Ce à quoi Vladimir Poutine a réagi en lançant, en anglais, «la prochaine fois à Moscou», sur un ton léger. «J' imagine que cela pourrait arriver», a rétorqué le président américain, amusé.

Ave ce sommet au ton chaleureux, Poutine signe un spectaculaire retour sur la scène internationale, alors que le conflit le plus meurtrier en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale continue. Premier concerné mais grand absent de ce rendez-vous, Volodymyr Zelensky avait déclaré «compter» sur Donald Trump pour mettre un terme au conflit. Les soldats russes «continuent à tuer le jour des négociations», avait-il déploré.

La Russie réclame que l'Ukraine lui cède quatre régions partiellement occupées (Donetsk, Lougansk, Zaporijjia et Kherson), en plus de la Crimée annexée en 2014, et qu'elle renonce aux livraisons d'armes occidentales et à toute adhésion à l'Otan.

C'est inacceptable pour Kiev, qui veut un cessez-le-feu inconditionnel et immédiat, ainsi que des garanties de sécurité futures.

Algérie-France : une mémoire en otage et un présent sous tension



Par Salah Lakoues

Il est des blessures que le temps ne guérit pas, des cicatrices que les discours officiels tentent de maquiller mais qui continuent de suppurer sous la surface. La relation entre la France et l'Algérie indépendante est de celles-là : un lien empoisonné, né d'une décolonisation inachevée, entretenu par une mémoire en otage et instrumentalisée à chaque échéance politique.

Depuis des décennies, l'ombre de la guerre d'Algérie plane sur la scène française. La classe politique, de l'extrême droite à une partie de la droite dite «républicaine», en a fait une rente électorale. Emmanuel Macron lui-même n'a pas échappé à cette mécanique toxique. En affirmant, il y a quelques années, que «la nation algérienne n'a jamais existé», il n'a pas seulement insulté la mémoire de ceux qui se sont levés contre le colonialisme ; il a donné du carburant à tous les négationnistes de l'histoire, confortant l'extrême droite dans son récit révisionniste. Cette rhétorique, reprise ou relayée, parfois même par des intellectuels algériens égarés dans les labyrinthes idéologiques français, a des conséquences. Boualem Sansal, écrivain algérien, en est un exemple tragique: lui qui, trois ans après les propos de Macron, reprenait cette formule assassine sur la «nation algérienne», se retrouve aujourd'hui embourbé dans des affaires qui le dépassent. La responsabilité morale de Macron dans cette dérive est totale.

La France officielle n'a jamais accepté sa défaite en Algérie. Elle refuse obstinément de qualifier le colonialisme de crime contre l'humanité, comme si reconnaître l'ampleur de la violence coloniale revenait à remettre en cause les fondements mêmes de sa mythologie nationale.

Les discours sur la «violence des deux côtés» masquent mal une vérité historique implacable : lutter pour se libérer d'un occupant n'est pas une violence équivalente, c'est la défense de la dignité et des droits fondamentaux.

Même les voix présentées comme «progressistes» en France, comme celle de Benjamin Stora, se sont inscrites

dans les limites imposées par l'État profond français, préférant esquisser les vérités qui fâchent. Ce même État profond, qui irrigue de ses réseaux les sphères politiques et médiatiques, n'a cessé de maintenir l'Algérie dans un rôle de miroir colonial : toujours sommée de se justifier, jamais écoutée.

Dans ce contexte, la crise actuelle entre Alger et Paris n'est pas un simple accroc diplomatique.

Elle est le symptôme d'une relation fondée sur le déni et le mépris. Mais elle est aussi l'occasion, pour l'Algérie, de rappeler qu'elle n'est plus dans une logique de dépendance. Le monde est multipolaire, et Alger, fidèle à sa doctrine du non-alignement, entend peser comme acteur autonome. Le président Abdelmadjid Tebboune, en inscrivant la déclaration du 1^{er} novembre 1954 au cœur du texte doctrinal de l'Algérie, a réaffirmé cette souveraineté historique. Ses premières mesures sociales - désenclavement des zones d'ombre, lutte contre la bureaucratie, soutien au pouvoir d'achat - ne relèvent pas seulement de la politique intérieure : elles sont l'incarnation d'un projet de développement qui rompt avec la logique néocoloniale.

L'Algérie a choisi de tourner le dos aux injonctions de Washington et aux provocations de Paris. Elle regarde vers le Sud, vers les BRICS, vers les partenariats égaux. Dans cette recomposition mondiale, les vieilles méthodes de domination idéologique et économique de l'Occident trouvent leurs limites. Le fond du problème, c'est que la France ne veut pas admettre que, pour la première fois de son histoire coloniale, un peuple a mené la guerre sur son propre sol... et à Paris.

Cette vérité-là, aucun narratif réécrit ne pourra l'effacer. Elle est inscrite dans la chair de l'Algérie, dans le sang de ses martyrs, et dans la mémoire indélébile de son peuple.

La réconciliation, si elle doit exister un jour, passera par la vérité entière. Pas par des demi-mots, pas par des formules calculées pour ménager l'électorat d'extrême droite. L'histoire ne se négocie pas. Elle se reconnaît, ou elle se renie. Et dans ce face-à-face, l'Algérie ne cédera pas.

Birmanie

La survie face à une famine qui s'aggrave

Des habitants réduits à ramasser des pousses de bambou pour se nourrir: la famine s'aggrave dans l'ouest de la Birmanie, conséquence de la guerre civile et des coupes dans l'aide alimentaire américaine.



«Encore un jour de passé et encore un jour à devoir se battre», soupire Kyaw Win Shein, vendeur de fruits de 60 ans interrogé par l'AFP dans la ville de Mrauk U, dans l'Etat Rakhine. «C'est pire de jour en jour», ajoute l'homme de 60 ans dont le commerce décline à mesure que les prix montent et les revenus chutent.

L'Etat Rakhine (ouest) a été le théâtre de certains des combats les plus intenses du conflit qui déchire la Birmanie, déclenché par un coup d'Etat militaire en 2021 qui a renversé le gouvernement démocratique.

Les forces de la junte ont bloqué la région alors qu'elles luttent contre les combattants ethniques locaux, coupant les routes com-

merciales vitales et étranglant l'agriculture dans le territoire côtier à la population estimée à 2,5 millions d'habitants et frontalier du Bangladesh.

La situation s'est aggravée depuis que le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a annoncé en mars supprimer son aide à un million de personnes dans tout le pays, après une baisse mondiale des fonds d'aide menée par son plus grand donateur, Washington, sur décision de Donald Trump.

Dans le centre de l'Etat Rakhine, 57% des familles ne sont désormais plus en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires de base, selon le PAM, soit une augmentation de 24% depuis décembre.

«Une combinaison mortelle de conflits, de blocus et de réductions de financements entraîne une augmentation dramatique de la faim et de la malnutrition», a averti le PAM.

Dans les régions du nord, où se trouve la ville de Mrauk U et où le conflit complique la collecte de données, le PAM estime que la situation est «bien pire».

LUTTER «POUR SURVIVRE»

Selon les habitants de la région, la rareté des engrais réduit les rendements des cultures et rend les produits inabordable, poussant la population à des mesures désespérées. «Je ne suis pas le seul à avoir des diffi-

cultés», déclare le vendeur de fruits Kyaw Win Shein. «Tout le monde est dans le même cas.»

Les marchés de la région, réputée pour ses fruits de mers et ses poissons frais, regorgent encore de produits, mais les habitants n'ont plus l'argent pour les acheter.

«Les gens meurent de faim dans mon village», rapporte un habitant qui tient un magasin de téléphonie publique dans le village de Ponnagyun, non loin de Sittwe, la capitale de l'Etat de Rakhine.

«Les gens mangent des pousses de bambou», raconte cet homme qui souhaite rester anonyme pour raison de sécurité. «On peut les manger mais ce n'est pas nutritif».

Le blocus lié au conflit est si efficace que les billets de banque ne quittent pas l'Etat et ne sont pas remplacés. A la place, ils s'usent dans les poches des clients et des vendeurs.

DÉPLACEMENTS

«Les prix des denrées sont vraiment élevés», souligne Hla Paw Tun, 64 ans.

«Beaucoup de gens vendent, mais peu achètent». «Nous luttons pour survivre jour après jour», ajoute-t-ils.

Plus d'un million de Rohingyas, minorité musulmane, vivent dans les camps frontaliers du Bangladesh après avoir fui la Birmanie depuis une répression militaire en 2017 qui fait désormais l'objet d'une enquête des Nations unies pour génocide.

Les Nations Unies ont récemment fait état d'un nouvel afflux de 150.000 personnes en 18 mois.

Par ailleurs, près d'un demi-million de personnes sont déplacées à l'intérieur même de l'Etat Rakhine.

Parmi eux, Hla Aye, 49 ans, a quitté son village pour Mrauk U lorsque deux bombes sont tombées près de sa maison.

Elle s'est installée comme commerçante, mais cette activité a rapidement échoué dans l'économie de guerre hostile de l'Etat: «Je n'ai aucune idée de ce que l'avenir réserve et si ce sera encore plus difficile».

Burkina

Les violences terroristes bouleversent la production de coton

«Aujourd'hui on peine à vivre». Comme beaucoup de producteurs de coton au Burkina Faso, Laurent Koadima est frappé de plein fouet par les violences jihadistes qui minent le pays et poussent les agriculteurs à abandonner leurs champs.

Dans ce pays qui compte parmi les principaux producteurs du continent, l'exploitation de coton a chuté de plus d'un quart en un an. Environ 4 des 23 millions d'habitants vivent directement ou indirectement de cette filière. «L'insécurité a affecté fortement la production cotonnière dans la région», explique à l'AFP Issa Lompo, producteur de 38 ans dans l'est du pays. Ses champs sont son unique source de revenus, pour prendre en charge ses sept enfants.

«En quatre ans, plus de 32.000 exploitations cotonnières ont été perdues dans la région à cause de l'insécurité», poursuit-il.

Cette zone est régulièrement visée par des attaques de groupes jihadistes depuis 2018. Fin juin, sept policiers et un soldat ont été tués lors d'une série d'attaques autour de Fada N'Gourma, chef-lieu de région où les familles des producteurs disent se réfugier.

Dans cette ville se trouve une des trois entreprises cotonnières du Burkina, la Société cotonnière du Gourma (Socoma): récemment, elle a licencié la totalité de ses centaines d'employés.

Dans une note adressée à son personnel datée du 7 juillet, la Socoma a annoncé «le

licenciement pour motif économique de tous les personnels permanents et saisonniers», en raison du manque d'activité depuis maintenant trois ans.

Si la société a atteint au milieu des années 2000 une production annuelle moyenne de 80.000 tonnes, ce chiffre est tombé à 3.000 tonnes en 2024.

Au niveau national, la production de coton a chuté de 26% en un an, passant de 386.794 tonnes en 2023 à 286.623 tonnes en 2024, selon les chiffres officiels.



«TRÈS DIFFICILE»

«Avant, on était envié car le coton marchait bien et les productions étaient bonnes», raconte Laurent Koadima, producteur de 48 ans. «Mais depuis ces deux ou trois dernières années, c'est très difficile», la «situation sécuritaire a fait que nous avons perdu beaucoup de terres cultivables», confirme-t-il.

Et «aujourd'hui, on peine à vivre», dit-il: «moi j'ai du mal à assurer les besoins de ma

famille car l'an passé je n'ai pas récolté, actuellement je fais des petits travaux et un peu de commerce», mais «deux de mes enfants ont dû abandonner l'école».

«Ceux qui ont perdu leurs champs à cause de l'insécurité se sont reconvertis dans d'autres activités comme l'élevage, ou le commerce», constate pour sa part Issa Lompo. Fin juin, l'Union nationale des producteurs de coton du Burkina (UNPCB) pointait également du doigt les difficultés à «évacuer ou récolter» le coton «du fait de l'insécurité», lors d'une assemblée générale.

L'Association interprofessionnelle du coton du Burkina (AICB) évoquait par ailleurs en 2023 des «difficultés de livraison des commandes d'intrants agricoles» et «la hausse du coût du fret maritime», qui fragilisent également le secteur, dans ce pays enclavé.

«La filière prend des coups année après année», déplore Moussa Barro, un autre producteur. Le régime militaire a attribué cette année des subventions aux producteurs pour l'acquisition des intrants agricoles, à hauteur de 5 milliards de francs CFA (7,6 millions d'euros). Le Burkina est miné depuis près de 10 ans par les attaques meurtrières de groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'Etat islamique. La junte du capitaine Ibrahim Traoré, au pouvoir depuis un putsch en septembre 2022 assure faire de la reconquête du territoire une «priorité», mais le pays reste pris dans une spirale de violences.

Selon l'ONG Acled, qui recense les victimes de conflits dans le monde, elles ont fait en tout plus de 26.000 morts, civils et militaires, dont plus de la moitié ces trois dernières années.

Selon le ministère burkinabè du Commerce, le coton représente 4% du PIB et environ 14% des recettes d'exportations du pays.

La quasi totalité de la fibre de coton burkinabè est exportée, majoritairement en Asie.

Constantine

Réouverture prochaine de la gare routière de la cité Boussouf

La gare routière de la cité Boussouf, à Constantine, sera "prochainement" remise en service après d'importants travaux de réhabilitation et de modernisation, a indiqué, samedi, le président de l'assemblée populaire communale (APC) par intérim, Hakim Lafouala.

Les actions entreprises pour la réhabilitation de cette infrastructure dont l'ouverture est prévue "avant la fin du mois d'août en cours", ont porté sur la réfection de l'étanchéité, la réparation de l'éclairage public, la rénovation des routes en plus d'autres travaux de peinture et d'aménagements intérieurs et extérieurs,

a déclaré à l'APS le même élu. D'un délai de réalisation de 6 mois, l'opération de rénovation et de modernisation de cette structure a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de plus de 22 millions de dinars puisée des plans communaux de développement (PCD) de l'exercice 2024, a-t-il fait savoir.

La réouverture de cette gare "améliorera notablement de la qualité du service en matière d'accueil et de commodités offrant ainsi des conditions optimales aux voyageurs, tout en contribuant à alléger la pression sur les autres structures du gen-

re de la wilaya. A noter qu'une vaste opération de nettoyage, de désherbage et de revêtement du sol a été engagée en début de semaine, sous la supervision des services de l'APC, en prévision de la réouverture de la gare et ce, avec la participation de plusieurs entreprises publiques locales dont la Société polyvalente des travaux de (SOPT), l'Établissement public de réalisation et d'entretien des espaces verts (EDEVCO), l'Établissement d'entretien de la voirie et de l'éclairage public (EVEPCO) et la Société de l'Eau et de l'Assainissement de Constantine (SEACO).

Tébessa

Une vingtaine de sites forestiers nettoyés

Pas moins de 21 sites forestiers de la wilaya de Tébessa ont fait l'objet, depuis juillet dernier, d'opérations de nettoyage et de débroussaillage dans le cadre du plan de prévention des incendies de forêt, a-t-on appris, samedi, auprès de la conservation des forêts.

Le responsable de l'information de cette structure, l'inspecteur forestier Mounir Semida, a précisé à l'APS que les sites en question, répartis à travers 14 communes de la wilaya de Tébessa, ont été traités en coordination avec plusieurs secteurs avec la collaboration des acteurs de la société civile.

L'opération a constitué à évacuer les résidus nés de précédents incendies et à débarrasser les sites des diverses immon-

lices qui s'y sont accumulées afin de les nettoyer et de réduire la densité de la végétation pour limiter la propagation des flammes et faciliter l'intervention des secours.

M. Samida a ajouté que la campagne de nettoyage, toujours en cours, inclura d'autres sites forestiers épars sur l'ensemble du territoire de la wilaya, avant d'appeler les citoyens à respecter les consignes destinées à sécuriser l'espace forestier pour le protéger du feu, notamment à la lumière du "phénomène croissant de déversement aveugle de toutes sortes de détritus".

Le même responsable a fait savoir, par ailleurs, que depuis le début de la campagne de lutte contre les feux de forêt, dé-

but mai dernier, 35 interventions ont été effectuées aussitôt après le signalement de départs de feu, permettant une lutte efficace contre les flammes qui ont néanmoins endommagé 17,5 hectares de couvert forestier au cours de 5 incendies.

M. Semida a également rappelé les mesures initiées par la conservation des forêts pour prévenir les feux de forêt, dont la réalisation de tranchées pare-feu, l'ouverture de sentiers forestiers, l'aménagement de tours d'observation et de points d'eau, en plus du recrutement de travailleurs saisonniers résidant dans le voisinage des forêts, ce qui a permis de faciliter les interventions de terrain destinées à préserver les forêts de la wilaya.

Laghouat

Electricité et gaz : 4,4 milliards DA de factures impayées

Le volume des créances impayées détenues par la direction de distribution relevant de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) de la wilaya de Laghouat sur l'ensemble de ses abonnés a atteint 4,4 milliards de DA à la mi-août courant, a-t-on appris de cette direction.

Ces créances concernent notamment les clients ordinaires ou ménages, opérateurs économiques privés, commerçants et

agriculteurs (660 millions de DA), les abonnés haute tension et pression (470 millions), les administrations publiques (1,01 milliard), ainsi que les travaux de raccordement aux réseaux (électricité et gaz), a expliqué le chargé de communication à la direction de distribution, Mourad Ghalem.

Ces dettes ont influé négativement sur la réalisation des programmes de développement de l'entreprise pour le renforcement

des réseaux et l'amélioration de ses prestations, a-t-il ajouté.

Dans le but de recouvrer ses créances impayées, la Sonelgaz s'emploie à sensibiliser les abonnés à s'acquitter de leurs redevances à travers ses agences commerciales, bureaux de poste et le e-paiement.

Elle propose également des facilités de paiement par rééchelonnement des dettes accumulées, sur la base d'un examen au cas par cas.

Souk Ahras

De nouveaux établissements pour la rentrée scolaire

De nouvelles infrastructures scolaires des trois paliers de l'enseignement ainsi que des structures annexes seront réceptionnées lors de la prochaine rentrée scolaire 2025/2026 dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris auprès du directeur local des équipements publics.

Dans une déclaration à l'APS, M. Mohamed Boumehras a précisé que ces structures en cours de réalisation dans les communes de Souk Ahras, Bir Bouhouch, Merahna et M'daourouch sont trois groupes scolaires, deux CEM et un lycée.

Selon le même responsable, la prochaine rentrée verra également la réception de 24 classes d'extension réalisées dans des établissements des trois paliers de plusieurs communes de la wilaya ont fait l'objet de travaux de réhabilitation dans le cadre de l'amélioration des structures de base et la mise en place d'un environnement d'apprentissage

propice conformément aux exigences de la qualité d'enseignement, a ajouté M. Boumehras qui a précisé qu'il s'agit de 14 CEM, 5 lycées et 2 écoles primaires. La nouvelle année scolaire verra aussi la réception de cinq cantines scolaires équipées dans les deux communes de Souk Ahras et Bir Bouhouch de sorte à assurer des repas sains et équilibrés aux élèves.

Ghardaïa

Appel à rénover le réseau d'eau



Plus de 5.830 fuites sur le réseau d'alimentation en eau Potable (AEP) de la wilaya de Ghardaïa ont été détectées et réparées par les équipes d'intervention de l'Algérienne des eaux (ADE) durant les sept mois écoulés de l'année en cours 2025, a-t-on appris auprès de l'antenne locale de l'ADE.

Les équipes d'intervention ont opéré sur le réseau de distribution long de 1.293 km, permettant d'économiser plus de 2.283 m3 d'eau, a indiqué à l'APS le chargé de communication de l'ADE, Slimane Ouled Ali.

Pour préserver la ressource hydrique, l'ADE a mis en place une ligne verte pour recevoir des appels de signalisation des fuites par les citoyens dans les différents quartiers de la wilaya, a-t-il expliqué, en saluant l'adhésion de la population à l'opération, un gain de temps dans la détection des fuites et, aussi, une réduction du volume des pertes de cette ressource en eau.

L'objectif est d'améliorer les prestations de services et de permettre une disponibilité de l'eau en H24, la sécurisation de l'AEP et la préservation de la ressource en eau, a-t-il souligné.

De même, des campagnes de sensibilisation sur l'économie d'eau potable

et sa préservation sont lancées quotidiennement les ondes de la radio locale et dans les différentes mosquées de la wilaya, sachant que la mobilisation de l'eau dans la wilaya de Ghardaïa est issue des eaux superficielles et souterraines. L'ADE de Ghardaïa gère un réseau de distribution de 1.293 km linéaires, avec 136 forages et 114 réservoirs, assurant une dotation de 465 litres/habitant/jour et un taux de raccordement à l'eau potable de 99% (115.600 abonnés). Quelque 2.289 analyses bactériologiques et 2.296 analyses physico-chimiques sur des échantillons prélevés à partir de différents points du réseau d'adduction et de distribution ainsi que des tests de chlore (32.835 tests) ont été effectuées durant la même période au laboratoire de l'ADE de Ghardaïa afin d'assurer la qualité de la potabilité de l'eau fournie aux citoyens. Les professionnels du secteur hydraulique déplorent, toutefois, le vieillissement du réseau, fortement impacté par une eau corrosive altérant les canalisations et engendrant de nombreuses fuites et des déperditions, appelant ainsi à la rénovation des équipements et des réseaux obsolètes et le renforcement du contrôle du réseau.

Ain Defla

5.400 ha réservés à la culture de la pomme de terre

Une superficie de 5.400 ha a été réservée pour la culture de la pomme de terre d'arrière-saison à Ain Defla, au titre de la campagne 2025/2026, selon la direction locale des services agricoles (DSA). Les services agricoles ont fixé l'objectif de planter près de 5.500 hectares de pommes de terre d'arrière-saison pour la campagne 2025/2026, dont 4.000 ha sont destinés à la semence et 1.400 ha à la consommation, a indiqué à l'APS, le directeur par intérim des services agricoles, Haouès Benyoucef. Concernant la superficie destinée à la culture de la pomme de terre de consommation, 430 hectares seront plantés dans le cadre de partenariats conclus entre des agriculteurs et les unités de production agricole (UPA), anciennement appelées fermes pilotes, a ajouté M. Haouès.

Le directeur par intérim a fait savoir que la wilaya disposait d'un stock de semences de pomme de terre "certifiées" de près de 1,4 million de quintaux, produites localement.

Outre le fait que les besoins de la wilaya soient largement "satisfaits", M. Haouès a souligné qu'Ain Defla, assu-

rait l'approvisionnement d'une trentaine de wilayas en semences de pomme de terre. Pour ce qui est de l'irrigation de la pomme de terre et des autres cultures stratégiques, dont les céréales, durant la saison, la wilaya dispose de 1474 forages et 1790 puits "opérationnels", a-t-il souligné.

Il a indiqué à ce titre qu'une réunion s'est tenue en fin de semaine écoulée au niveau de la direction des ressources en eau, en présence des représentants des différents secteurs concernés, dans le but d'estimer les superficies à irriguer et le volume d'eau nécessaire.

Concernant le programme de régulation des produits agricoles de large consommation, le même responsable a déclaré que 28.000 tonnes de pommes de terre avaient été stockées dans les 130 chambres froides réquisitionnées dans la wilaya.

Ainsi, un stock de 19.500 tonnes de pomme de terre a été constitué par la Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA), et 8.500 tonnes ont été stockées dans le cadre de conventions signées entre la DSA et les agriculteurs, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, la wilaya d'Ain Defla a enregistré une production de pommes de terre de saison dépassant les 2,1 millions de quintaux durant la campagne 2024/2025, a noté M. Haouès.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

23 safar 1447				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h32	12h52	16h37	19h40	21h06



Trump a-t-il tué la finance verte ?

EDINBURGH Lors de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique à Glasgow (COP26), en 2021, Mark Carney avait dominé le monde financier comme un colosse. Aujourd'hui Premier ministre du Canada, en grande partie grâce à l'appel du président américain Donald Trump à faire du pays le 51e État américain, il était en 2021 l'envoyé spécial des Nations unies pour l'action climatique et la finance.



PAR HOWARD DAVIES

Ancien gouverneur adjoint de la Banque d'Angleterre, est président du groupe NatWest.

Lors de la COP26, Carney a annoncé la création de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ), parent de trois enfants précoces, la Net-Zero Banking Alliance (NZBA), la Net-Zero Insurance Alliance (NZIA) et l'initiative Net Zero Asset Managers (NZAM). Pour certains sceptiques, tout cela se résume à un grand nombre de zéros, mais Carney a assuré au monde entier que «ce n'est pas du bla-bla» et que le net zéro constituerait «l'infrastructure critique du nouveau système financier». Depuis, comment l'initiative de Glasgow a-t-elle évolué ? À quelle extrémité du spectre infrastructure critique / bla-bla nous trouvons-nous ? Les années qui se sont écoulées n'ont pas épargné la soupe alphabétique concoctée par Carney. Au début de cette année, les plus grandes banques américaines – JP Morgan, Goldman Sachs et les autres – se sont retirées de la NZBA, craignant manifestement les pressions politiques de la nouvelle administration de Trump.

Les grandes banques américaines ont rapidement été suivies par les banques canadiennes, qui ont fait preuve de peu de loyauté envers la création de leur futur premier ministre. En avril, les membres restants ont édulcoré les engagements initiaux, en se concentrant sur l'alignement avec une augmentation maximale de la température de 2° Celsius, plutôt que les 1,5° Celsius longtemps évoqués, et en abandonnant l'objectif d'une conformité totale à zéro émissions nettes d'ici 2050. Cela n'a toutefois pas endigué le flot des départs. Au début du mois, HSBC a annoncé sa défection, et il est fort probable que d'autres feront de même. Aujourd'hui, les membres ne représentent qu'un peu plus de la moitié des actifs des fondateurs, mais il y a encore des banques engagées et la NZBA reste en vie. On ne peut pas en dire autant de sa petite sœur, la NZIA. Même avant l'élection de Trump, certains procureurs géné-

raux d'États contrôlés par les Républicains, soulevant des inquiétudes quant aux engagements collaboratifs en matière de climat, avaient ciblé les principaux membres pour des raisons antitrust. Leurs motivations étaient peut-être différentes, mais juridiquement, ils n'avaient pas tort. Les fondateurs n'avaient pas bien réfléchi aux implications des engagements qu'ils prenaient. Après une série de retraits, la NZIA s'est effondrée en avril 2024.

Il y a eu une sorte de remplacement, sous la forme d'un Forum pour la transition de l'assurance vers le net zéro. Les obligations des membres du forum sont plus souples et il n'y a pas d'objectifs ni d'obligations de rapport. Il affirme également s'être armé d'avocats internes pour se prémunir contre d'éventuelles contraventions à la législation antitrust. Pour compléter le tableau, le troisième enfant, le NZAM, a lui aussi connu une vague de retraits en janvier, sous l'impulsion de BlackRock. Cela a conduit à la suspension de ses activités et à la suppression de la liste publiée des signataires. On ne sait pas encore quand la suspension sera levée, si elle l'est un jour. Nous avons examiné les enfants, mais qu'en est-il du parent ? Le GFANZ existe toujours techniquement, mais il a été considérablement remodelé. Il se décrit désormais comme un «Principals Group» indépendant, sans qualifications préalables, et s'est détourné de son rôle de gardien de l'énergie net zéro pour devenir un facilitateur de financement de la transition énergétique – une tâche louable, mais loin de ce qui avait été envisagé au départ. Il est difficile de considérer ces évolutions, prises dans leur ensemble, comme autre chose qu'une dilution significative de l'engagement du secteur financier à soutenir la transition verte.

Mais où sont les régulateurs, qui exerçaient une pression sur leurs clients pour qu'ils s'engagent et s'assurent qu'ils font partie de la solution au changement climatique, plutôt que d'être les victimes du problème ? Le Réseau pour le verdissement du système financier (Network for Greening the Financial System - NGFS) a été créé par une coalition de huit banques centrales volontaires en 2017. Cette coalition comprenait le Royaume-Uni, la France et la Chine, mais pas les États-Unis. Après l'élection de Joe Biden en 2020, la Réserve fédérale, qui s'enorgueillit de son indépendance politique, a décidé de la rejoindre, pour s'en retirer plus tôt cette année. D'autres ban-

ques centrales restent toutefois engagées dans cette coalition. Certaines, comme la Banque d'Angleterre, ont réduit l'importance de leurs tests de résistance au changement climatique, mais les membres du NGFS, qui sont aujourd'hui au nombre de 140, sont toujours convaincus que l'augmentation des températures moyennes menace de perturber l'économie et que la transition énergétique fera des gagnants et des perdants.

Une analyse récente du NGFS suggère que les risques économiques sont plus importants qu'on ne le pensait. Si les banques et les assureurs ne comprennent pas les implications, ils pourraient en subir les conséquences, ce qui ajouterait l'instabilité financière aux autres menaces auxquelles nous sommes confrontés.

Il serait toutefois illusoire d'imaginer que le reste du monde peut continuer à vivre comme avant. Des signes indéniables montrent que les États-Unis font pression sur les organismes de réglementation internationaux pour qu'ils renvoient à la baisse leurs travaux sur le climat. Le dernier communiqué du Conseil de stabilité financière indiquait que «si de nombreux membres estiment qu'il est nécessaire de poursuivre les travaux, d'autres considèrent que les travaux réalisés à ce jour sont suffisants», et il semble que les seconds aient dominé les premiers. De même, le Comité de Bâle a revu à la baisse ses travaux sur les informations relatives au climat et a supprimé toute obligation de s'y conformer. Le Comité de Bâle a refusé la demande des États-Unis de dissoudre son groupe de travail sur le climat, mais il semblerait que les représentants américains ne se présentent tout simplement pas, ce qui a un impact évident sur son efficacité.

Alors, que faire maintenant ? Toutes les preuves scientifiques suggèrent que l'impact du réchauffement climatique sur le secteur financier s'accroît inexorablement, mais la résistance des États-Unis à toute action conséquente de la part des entreprises ou de leurs régulateurs est de plus en plus ferme. L'issue d'un affrontement entre une force irrésistible et un objet inamovible est notoirement difficile à prévoir. Dans ce cas, je parie sur la force irrésistible. Un mauvais résultat, peut-être le premier dans le monde de l'assurance, illustrera l'importance de renforcer nos défenses. Mais même dans ce cas, les régulateurs non américains doivent maintenir la pression.

Faire de la préservation des océans une manne économique



PAR BERTRAND PICCARD

Explorateur suisse, est le fondateur de la Fondation Solar Impulse.

Certains experts avaient affirmé qu'aucune vie ne pouvait survivre dans l'obscurité écrasante des profondeurs de l'océan, et cette hypothèse avait conduit à des propositions visant à utiliser les grands fonds marins comme décharge pour les déchets nucléaires. Mon père et son équipe ont toutefois rencontré des poissons vivants – une découverte qui a permis d'éviter une erreur potentiellement catastrophique.

La mission de mon père souligne ce que l'exploration a toujours signifié pour ma famille. Il ne s'agit pas de conquête et de domination, mais plutôt de curiosité et de compréhension. L'étude de la nature élargit non seulement les frontières de nos connaissances, mais aussi l'étendue de notre responsabilité en tant que gardiens de la planète.

Aujourd'hui, l'océan est plus menacé que jamais, et pas seulement parce que les États-Unis viennent d'ouvrir la voie à l'exploitation minière en eaux profondes par des sociétés privées dans les eaux internationales. Malgré des décennies d'avertissements, l'humanité continue de traiter l'océan comme une ressource inépuisable et un dépotoir sans fond. Nous l'étouffons avec le plastique, le réchauffons avec les émissions, l'empoisonnons avec des produits chimiques et l'épuisons par la surpêche. Le plus grand danger est cependant plus subtil : Comme en 1960, il existe un fossé flagrant entre ce que nous savons et ce que nous faisons.

Alors que nous parlons de traités contraignants et d'objectifs ambitieux, nos actions restent fragmentées et insuffisantes. Alors même que la dégradation des océans s'accélère, les gouvernements se réfugient souvent derrière la complexité de la recherche d'un consensus mondial, qu'ils utilisent comme excuse pour ne pas agir. En conséquence, les navires de pêche qui se livrent à des pratiques illégales, comme le chalutage de fond destructeur dans les zones marines protégées, sont toujours autorisés à vendre librement leurs prises dans les ports et sur les marchés. Bien qu'il existe des réglementations, leur application est faible, sporadique ou tout simplement inexistante.

Nous ne pouvons toutefois pas nous permettre d'attendre la mise en œuvre parfaite de traités parfaits. Nous ne devrions pas non plus nous servir de l'incapacité des autres à résoudre

LAUSANNE

En 1960, mon père, Jacques Piccard, a atteint le fond de la fosse des Mariannes, à près de 11 000 mètres sous le niveau de la mer. Sa mission n'était pas de faire la une des journaux, mais de démentir une dangereuse idée fausse.

le problème pour justifier notre propre inaction. Après tout, nous connaissons déjà les solutions et nous disposons des outils nécessaires pour les mettre en œuvre. Ce qui manque, c'est la volonté. À la Fondation Solar Impulse, nous avons identifié plus de 1 800 stratégies et outils propres et rentables qui concilient croissance économique et préservation de l'environnement. Nombre d'entre eux se concentrent sur le renforcement des pratiques régénératives et durables dans l'économie bleue – des technologies qui traquent la pêche illégale et surveillent les mouvements des navires depuis l'espace, aux innovations dans le transport maritime à faible émission de carbone, en passant par la prévention des déchets plastiques et l'aquaculture régénératrice.

Notre récent guide des opportunités océaniques, qui répertorie les innovations axées sur les océans, montre à quel point ces solutions sont vastes et mûres. Qu'il s'agisse de béton bio-améliorant qui soutient la vie marine, d'alternatives au plastique à usage unique à base d'algues ou de plateformes de traçabilité qui éliminent l'écoblanchiment dans les chaînes de valeur des produits de la mer, il ne s'agit pas de modèles théoriques, mais d'outils réels qui sont déjà déployés dans le monde entier. Derrière eux se trouve un écosystème croissant d'entrepreneurs, de scientifiques et d'ingénieurs.

De même, de nouveaux mécanismes financiers apparaissent pour combler le fossé entre l'innovation et le passage à l'échelle. Les structures de financement mixtes, les paiements basés sur les résultats et les instruments de réduction des risques commencent à débloquent des capitaux pour les solutions fondées sur la nature et l'aquaculture durable, en particulier dans les économies côtières vulnérables. Ces évolutions montrent que diverses parties prenantes, lorsqu'elles sont alignées, peuvent construire un écosystème d'innovation capable de résoudre l'un des défis les plus complexes au monde.

Les solutions que nous présentons sont testées, évolutives et



économiquement viables. Elles font plus que protéger les écosystèmes; elles créent également des emplois, stimulent de nouveaux marchés et réduisent les risques opérationnels à long terme. L'innovation propre dans l'économie océanique génère déjà des avantages concurrentiels pour les entreprises et les pays tournés vers l'avenir. Les instruments financiers qui réduisent les risques liés aux investissements dans la nature contribuent à stabiliser les économies côtières et à élargir l'accès à de nouvelles formes de capital. Les solutions de l'économie circulaire, comme les emballages à base d'algues et les infrastructures respectueuses de la vie marine, permettent non seulement de réduire les dommages causés à l'environnement, mais aussi de diminuer les coûts des matériaux et de renforcer la transparence de la chaîne d'approvisionnement.

En bref, la préservation des océans devient un moteur de renouveau industriel et de résilience géopolitique. En tant que stratégie de développement économique, elle est à la fois porteuse d'avenir et inclusive, et elle séduit à la fois les investisseurs, les entrepreneurs et les décideurs politiques. Mais pour libérer ce potentiel, nous devons changer le discours. La durabilité n'est pas synonyme de sacrifices, mais de modernisation, d'innovation et d'efficacité.

Loin d'être une contrainte environnementale, la préservation des océans est un catalyseur pour une économie mondiale plus dynamique et plus résistante. À ce titre, elle devrait être reconnue comme la nouvelle frontière de l'exploration. Notre tâche consiste à découvrir non pas des profondeurs inexplorées, mais de meilleurs systèmes. À l'instar des entrepreneurs présents dans le Guide des opportunités océaniques, nous devrions nous remettre en question ce que nous avons construit et réfléchir à la manière de l'améliorer. L'esprit d'exploration doit nous guider vers la régénération, et non vers l'exploitation. Il doit nous inciter à cesser d'attendre les autres et à commencer à faire preuve du leadership que ce moment exige.

L'économie américaine prospérera malgré les politiques économiques de Trump

NEW YORK – Depuis le « Jour de la libération » proclamé par Trump le 2 avril, date à laquelle le président des États-Unis a annoncé l'imposition de droits de douane très élevés à l'encontre de ses adversaires comme de ses alliés, l'opinion générale est pessimiste quant aux perspectives de l'économie américaine à court, moyen et long terme: ces droits de douane démesurés provoqueront une récession aux États-Unis et à travers le monde, c'en est fini de l'exceptionnalisme américain, le déficit budgétaire et celui de la balance courante du pays deviendront insoutenables, le statut du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale disparaîtra, et le billet vert s'affaiblira considérablement au fil du temps, entend-on actuellement.



PAR NOURIEL ROUBINI

Conseiller principal chez Hudson Bay Capital Management LP.*

Ce pessimisme est certes justifié par plusieurs des politiques annoncées par Trump. Droits de douane, protectionnisme et guerre commerciales sont en effet de nature à provoquer une stagflation (augmentation de l'inflation et ralentissement de la croissance), tout comme les restrictions draconiennes sur l'immigration, les expulsions massives de travailleurs sans papiers, les importants déficits budgétaires non financés, ou encore les démarches contraires à l'indépendance de la Réserve fédérale des États-Unis. De même, l'économie américaine ne tirerait aucun bénéfice d'un accord de Mar-a-Lago consistant à affaiblir le dollar, de nouvelles atteintes à l'État de droit dans le pays et à travers le monde, ou de restrictions plus sévères sur les talents étrangers – scientifiques et étudiants – accueillis aux États-Unis.

Je maintiens pour autant (depuis l'hiver dernier) que l'économie américaine continuera de bien se porter – non pas grâce aux politiques de Trump, mais en dépit de celles-ci. Pour commencer, je m'attendais à ce que la discipline de marché, les conseillers plus raisonnables de Trump ainsi que l'indépendance de la Fed l'emportent, et c'est précisément ce qui s'est produit. Trump a systématiquement reculé, et il a préféré conclure des accords commerciaux plutôt que d'appliquer les droits de douane annoncés le Jour de la libération.

Si Trump a pour défaut de toujours s'emporter («TALO», «Trump Always Lashes Out»), les justiciers obligatoires et les marchés financiers l'ont davantage conduit à toujours finir par se dégonfler («TACO», «Trump Always Chickens Out»). Ses politiques économiques les plus préjudiciables s'assouplissant, l'économie américaine connaîtra certes des difficultés, mais le scénario le plus probable pour la fin de l'année réside davantage dans ce que l'on appelle une récession de croissance (taux inférieur à la croissance potentielle) que dans une récession à proprement parler (généralement définie comme deux trimestres consécutifs de croissance négative).

PARIS – Les indices boursiers américains semblent nous envoyer le message d'un retour à une forme de normalité. Pour preuve, ils ont peu ou prou retrouvé leur niveau de début d'année. Mais doit-on croire à ce scénario de normalisation ? Plutôt non, avec 3 objections à présenter.



PAR HERVÉ GOULETQUER

Economist at Accuracy, a business and financial consultancy.

Premièrement, l'incertitude n'a pas disparu aux États-Unis. Si elle a diminué, elle reste à un niveau encore élevé, ce qui fait craindre que la confiance des entreprises et des ménages en soit affectée négativement, constituant un frein à la croissance.

Deuxièmement, il est difficile de croire que le Président Trump est arrivé au terme des négociations commerciales. Le maître de l'Art of the Deal n'a pas encore obtenu un nouvel équilibre probant et pérenne des comptes extérieurs de son pays ! Mais on peut anticiper que le rééquilibrage des comptes extérieurs des principales puissances mondiales devra passer par des ajustements du rapport d'épargne – investissement pour nombre d'entre eux. L'exercice sera douloureux ; si tant est qu'il soit possible !

Troisièmement, il faut remettre les initiatives trumpiennes, dans le cadre plus large d'un « capitalisme



Deuxièmement, dans la mesure où les effets positifs de la technologie l'emporteront toujours sur les effets négatifs des droits de douane, il est erroné de parler de fin de l'exceptionnalisme économique américain. Les États-Unis demeurent en avance sur tous les pays du monde – Chine incluse – en ce qui concerne la plupart des innovations révolutionnaires qui façonneront l'avenir. La croissance annuelle potentielle des États-Unis devrait par conséquent augmenter à un taux de 2 à 4 % jusqu'à la fin de cette décennie, avant d'afficher un taux bien supérieur dans les années 2030. Supposons que les nouvelles technologies conduisent sa croissance potentielle à augmenter de 200 points de base, et que les politiques commerciales et autres mauvaises décisions la réduisent de 50 points de base ; l'Amérique conserverait pour autant son exceptionnalisme. C'est le secteur privé singulièrement dynamique des États-Unis qui déterminera les futures perspectives de croissance du pays, pas les politiques de Trump.

Troisièmement, si la croissance potentielle s'accroît au fil du temps jusqu'à atteindre 4 %, la dette publique et la dette extérieure des États-Unis en part du PIB demeureront viables, et se stabiliseront puis diminueront progressivement (sauf imprudence

budgétaire encore plus conséquente). Si le Bureau du budget du Congrès prévoit une augmentation du ratio dette publique/PIB, c'est parce qu'il présume que la croissance potentielle américaine plafonnera à 1,8 %.

Quatrièmement, tant que l'exceptionnalisme économique américain perdurera, il ne faut pas s'attendre à voir disparaître le « privilège exorbitant » conféré par la primauté mondiale du dollar. Malgré l'augmentation des droits de douane, les déficits extérieurs américains resteront probablement élevés, l'investissement en part du PIB augmentant grâce à un boom technologique prolongé, et le taux d'épargne demeurant relativement stable. Le creusement qui en résultera du côté du déficit de la balance courante sera financé par les flux entrants de capitaux (investissements de portefeuille et investissements directs étrangers).

Dans ce contexte, il est peu probable que le rôle du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale soit significativement remis en cause, même en cas de légère diversification des actifs libellés en dollars. De même, ces flux entrants structurels limiteront les risques de baisse des taux de change, et pourraient même renforcer le dollar à moyen terme.

En résumé, il faut s'attendre à ce que les États-Unis se portent bien au cours de cette décennie, pas grâce à Trump, mais malgré lui. Il ne fait aucun doute que bon nombre de ses politiques sont potentiellement stagflationnistes. Pour autant, les États-Unis s'inscrivent au cœur de certaines des innovations technologiques les plus importantes de l'histoire de l'humanité, qui produiront un important choc positif sur l'offre globale, lequel entraînera avec le temps une augmentation de la croissance et une réduction de l'inflation. Cet effet sera certainement sans commune mesure avec les dégâts susceptibles de résulter des politiques stagflationnistes de Trump.

Il ne s'agit pas de se satisfaire de politiques préjudiciables, dont l'impact pourrait être sérieux. Mais tant que les marchés et les acteurs vigilants du marché obligatoire feront leur travail, les pires instincts de Trump demeureront sous contrôle.

**Est professeur émérite à la Stern School of Business de l'Université de New York. Son ouvrage le plus récent s'intitule Megathreats : Ten Dangerous Trends That Imperil Our Future, and How to Survive Them (Little, Brown and Company, 2022).*

La finance ne passera pas entre les gouttes d'un monde qui change



de la finitude » en train de s'installer. Le monde extérieur présente moins d'opportunités que de risques ; il est donc nécessaire de défendre son « pré-carré » et tant pis si le système économique s'en trouve moins bien optimisé et donc devient moins efficace.

Alors incertitude (tout change) ou inflation (tout est moins bien organisé) ; aux banques centrales de devoir choisir ! La Fed fait le choix d'un certain attentisme, le temps de mesurer l'impact de la guerre commerciale sur l'inflation. La BCE met l'accent sur les conséquences négatives de l'incertitude sur le tempo de l'activité ; en considérant que la conjoncture est peu propice à une accélération durable des prix.

Le monde se referme, tout du moins se redessine ; avec quelles conséquences sur la vie économique ? Les contours du nouveau « terrain de jeu » ne se discernent pas encore très bien mais on peut donc anticiper une gestion moins efficace et une offre moins diversifiée, avec des implications défavorables sur les prix, et donc des taux d'intérêt plus élevés. De quoi appeler à la vigilance des banques centrales. Dans

tous les cas, comment ne pas percevoir que l'attention devrait connaître une translation de la demande vers l'offre ?

Concernant la politique monétaire, l'objectif reste toujours d'ancrer les anticipations inflationnistes à un « niveau suffisamment faible » et d'adopter une politique axée sur le moyen terme, impliquant une vision claire de l'horizon de retour à la cible d'inflation. L'enjeu est double : il faut une agilité analytique pour évaluer précisément une situation en transformation, avec un renouvellement des outils ; et parallèlement il est crucial de maintenir des anticipations inflationnistes bien ancrées pour minimiser le coût du retour à la cible. Dans un environnement incertain, le guidage prospectif des politiques monétaires ne peut être précis, rendant pertinente une approche avec plusieurs scénarios, et non un seul comme aujourd'hui, pour éclairer les acteurs économiques. Le changement est conséquent.

Que deviennent les flux d'échanges dans cet environnement en transformation ? Il faut déjà remar-

quer une réduction de la distance géopolitique (calculée en fonction des votes à l'ONU) des échanges pour la Chine, l'Europe et les États-Unis et une diminution de la concentration des importations. Ainsi les États-Unis réduisent leurs échanges avec la Chine et celle-ci amorce une réorientation vers les pays émergents.

Que devient la mondialisation financière ? Le lien entre tensions géopolitiques et stabilité financière est clair, avec deux canaux interdépendants : le premier, financier, se manifeste par des restrictions sur les capitaux et une aversion au risque, affectant la liquidité. Le second, économique, découle de mesures protectionnistes, désorganisant les chaînes de valeur. A moyen terme, le degré de diversification géographique dans les allocations d'actifs pourrait se réduire. Le nouvel équilibre risque-rendement devra se faire à des niveaux plus faibles. De plus, dans un environnement géopolitique plus instable, des facteurs de risque moins endogènes à la sphère economico-financière sont aussi à intégrer, comme la cybersécurité et une transition énergétique rendue plus compliquée.

Si le fonctionnement de l'économie mondiale est bien train de se transformer, avec une logique de l'abondance laissant place à une autre de finitude, peut-être que l'acceptation de déséquilibres marqués de la balance des opérations courantes deviendra faible. Parce que la méfiance partagée vis-à-vis d'une dépendance trop forte aux importations implique une moindre dépendance de la croissance de chacun aux exportations. La perception des risques géopolitiques et économiques pourrait « dans la vraie vie » restreindre l'ampleur des flux avec de régions du monde perçues comme moins amicales. Un certain entre-soi prédominerait. Encore faut-il qu'il ne soit pas trop étroit et qu'ainsi les bienfaits d'une certaine diversification puisse encore jouer.

«Contrôleurs» non officiels

Les commerçants mis en garde

Le bureau de wilaya de l'union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) d'Oran met en garde les commerçants et les artisans contre de prétendus contrôles effectués par certaines associations ou organismes non officiels.

K. Assia

Il précise dans un communiqué rendu public que l'accueil des contrôleurs dans les magasins se fait dans un cadre réglementaire. Cette alerte fait suite au fait que le bureau ait constaté que certaines associations ou parties non officielles procèdent, ces derniers jours, à des « contrôles » prétextant qu'elles font de la sensibilisation. Celles-ci interfèrent dans des domaines qui relèvent uniquement des pouvoirs publics et des autorités spécialisées.

Le bureau de l'UGCAA d'Oran rappelle

que la seule partie habilitée à contrôler les activités commerciales à l'intérieur du magasin est la direction du commerce, les services de sécurité et les commissions mixtes. Toute interférence, contrôle à l'intérieur du magasin ou demande de documents par toute autre partie hors que les services habilités est illégal et n'a aucun fondement juridique, souligne la même source.

Été de souligner que les commerçants et les artisans de la wilaya d'Oran ont le droit de refuser tout contrôle ou demande de documents par des parties hors que les services habilités à l'exemple des inspecteurs

de la direction du commerce, les services de la police et de la gendarmerie et les commissions mixtes. Ils doivent également vérifier et s'assurer de l'identité et des prérogatives de ces personnes et ont aussi le droit de refuser toute sensibilisation douteuse.

Face à de tels comportements et en cas de dépassements, l'UGCAA d'Oran invite les commerçants et les artisans à contacter la direction du commerce, les services de sécurité et aussi le bureau de l'union. Un procédé qui permettra de clarifier les missions de chacun et surtout à faire respecter la réglementation en vigueur, apprend-on.

Aïn El Turck

Ensemencement de 500 000 alevins de daurade royale

La ferme d'aquaculture marine «Aquanor», située à Cap Falcon, dans la commune d'Aïn El Turck, (Oran) a procédé à l'ensemencement d'environ 500.000 alevins de daurade royale, a indiqué, samedi, le directeur de wilaya de la pêche et de l'aquaculture, M. Menaouer Meghni Sandid.

Selon le même responsable, cette opération, effectuée en fin de semaine, a été réalisée dans deux cages flottantes de la ferme « Aquanor », entrée en production au début de l'année 2025. Cette dernière avait déjà effectué une première opération d'ensemencement de daurade royale début juillet dernier.

Il a précisé que cette action s'inscrit dans le cadre du programme annuel de cette ferme aquacole, qui vise à ensemenecer environ 2,5 millions d'alevins de daurade royale et de loup de mer en quatre phases.

Il a également souligné que ces opérations, accompagnées par la direction de la pêche et de l'aquaculture, s'inscrivent dans le cadre du plan sectoriel de développement de l'aquaculture en mer, qui relève de la politique nationale visant à renforcer la sécurité alimentaire et à diversi-



fier les sources de production halieutique.

Selon la même source, l'ensemencement de 500 000 alevins de daurade royale devrait produire entre 120 et 200 tonnes de poissons, très prisés sur les marchés local et national.

Le taux de survie de ces poissons jusqu'à ce qu'ils atteignent le poids commercialisable (entre 300 et 500 grammes par pièce) varie généralement entre 70 % et 90 % dans les systèmes d'élevage bien maîtrisés.

Le directeur de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Oran a souligné l'im-

portance accordée par les autorités au développement de l'aquaculture, en tant que levier stratégique pour renforcer la sécurité alimentaire nationale.

Il a mis en avant que ce secteur constitue une alternative durable à la pêche traditionnelle, contribuant à répondre à la demande croissante en protéines animales tout en préservant les ressources halieutiques naturelles. L'aquaculture contribue également à dynamiser l'économie locale et à créer des opportunités d'emploi dans les zones côtières.

La lutte contre l'exploitation illicite des plages se poursuit



Les services de la sûreté de daïra de Aïn El Turck poursuivent leurs opérations d'assainissement et d'inspection afin de lutter contre l'exploitation illicite des plages et s'assurer si la réglementation est respectée.

Ainsi et lors d'une descente à la plage Saint Germain, les policiers en collaboration avec les élus de l'APC de Aïn El Turck et d'autres partenaires intervenant dans cet-

te opération ont relevé des dépassements liés au non respect de la gratuité d'accès aux plages. 10 tables, 57 chaises en plastique et 8 parasols installés illicitement ont été saisis. La sûreté de daïra de Aïn El Turck invite les citoyens à signaler tout dépassement ou transgression de la loi en contactant le numéro vert le 1548, le 17 ou l'application « allo chorta ». Il y a lieu de noter

que 30% des plages ont été cédées en concession après l'élaboration d'un cahier de charges par la direction du tourisme. Celui-ci définit les conditions et les critères devant être remplis pour l'exploitation de ces plages dans un cadre légal bien défini. Toute infraction peut conduire à la résiliation du contrat de concession.

K. Assia

Suite à une panne technique

Modification dans l'approvisionnement en eau

Suite une panne technique dans le système d'irrigation, une modification temporaire sera apportée dans le programme d'approvisionnement en eau potable de certaines zones, selon un communiqué de la société de l'eau et de l'assainissement SEOR de la wilaya d'Oran. Ce réajustement temporaire va concerner, selon la même source, les localités de Aïn El Turck, Mers El Kébir, Boutlélis, Misserghine, Aïn El Beïda et une partie de la zone ouest d'Oran.

La SEOR rassure ses abonnés que des équipes techniques spécialisées sont mobilisées pour réparer cette panne dans les plus brefs délais et reprendra ainsi la distribution et l'approvisionnement de ces zones en eau potable. Elle s'excuse auprès de ses clients pour tous les désagréments occasionnés et rappelle qu'un numéro vert le 3002 ainsi qu'une page facebook sont mis à la disposition de la population 24/24h et 7 jours/7.

K. Assia

Education

5.000 cartables seront distribués à la prochaine rentrée

Environ 5.000 cartables scolaires seront distribués à Oran en prévision de la prochaine rentrée scolaire, dans le cadre d'une campagne de solidarité initiée par le bureau local du Croissant-Rouge algérien, a-t-on appris, samedi, auprès de cet organisme.

Le président du bureau local, Dr Mouchi Karim, a souligné qu'une vaste campagne de solidarité a été lancée pour la distribution de 2.500 cartables pour le cycle primaire et 2.500 autres pour le cycle moyen, au profit des enfants de familles vulnérables à travers la wilaya.

Selon le même responsable, cette opération s'effectue en coordination avec l'Agence nationale de développement social (ANDS) et la direction locale de l'éducation, afin d'établir et actualiser les listes des bénéficiaires et d'impliquer les opérateurs économiques dans cette action humanitaire.

La campagne cible quatre catégories sociales : les orphelins sans revenu, les personnes aux besoins spécifiques, les familles sans ressources, ainsi que celles à faible revenu, en particulier celles résidant dans les zones enclavées et les différentes communes de la wilaya.

Par ailleurs, le Croissant-Rouge algérien d'Oran a lancé, en fin de semaine, une session de formation aux premiers secours sous le slogan "Un secouriste dans chaque foyer", au niveau des communes de Aïn El Turck et Boutlélis.

Cette initiative, qui sera étendue à d'autres communes telles que Oued Tlelat et Oran, vise à sensibiliser la population à l'importance des gestes de premiers secours, en les intégrant dans la culture des citoyens, et à contribuer à la réduction des risques de pertes de vies humaines.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Hamidi Rachida, 60 ans, Maraval
Fertazi Jamel Eddine, 26 ans, Gambetta
Rais Zoubida, 84 ans, St Charles
Lakhdari Dahmane Jawad, 16 jours, Belgaid

Horaires des prières pour Oran et ses environs

23 safar 1447

El Fedjr 04h49 Dohr 13h08 Assar 16h52 Maghreb 19h58 Icha 21h22



Tlemcen

Des mesures pour améliorer la distribution de l'eau

Les services de la wilaya de Tlemcen œuvrent à améliorer l'approvisionnement des citoyens en eau potable et à sensibiliser à la nécessité de rationaliser l'utilisation de cette ressource vitale, dans le cadre de plusieurs projets de développement visant à augmenter le taux de couverture.

Le secteur des ressources en eau de la wilaya de Tlemcen a bénéficié, cette année, d'un montant de 1,8 milliard de DA pour la réalisation et l'équipement de 18 nouveaux forages à travers plusieurs communes, telles que Aïn Talout, Sabra, Beni Smiel, Bouihi et Nedroma, selon les responsables de cette direction.

La même source a ajouté que ce budget permettra également de réaliser et de raccorder 10 réservoirs d'une capacité quotidienne de plus de 6.000 mètres cubes dans les localités de Cheikh et Ouled Moussa à Seboudou, Zaouia Sidi Yacoubi à Nedroma, Aïn El-hout à Chetouane, Zahra à El Azail, ainsi que dans les communes de Souahlia et Bab El Assa.

Des travaux de réhabilitation du réseau d'eau potable sur 70 km sont aussi en cours, en plus de l'élimination des points noirs et des fuites à Aïn Nehala, dans les quartiers Oudjlida et Hai Zitoune à Tlemcen, ainsi qu'à Aïn Defla et Ouzidane, à Chetouane.

Il est également signalé que le taux d'approvisionnement en eau potable est en "amélioration progressive", certaines zones étant desservies quoti-



diennement, d'autres tous les deux ou quatre jours. Ce taux devrait s'améliorer davantage après l'achèvement des projets en cours, assure-t-on.

Le wali de Tlemcen, Youcef Bechlaoui, avait annoncé, lors d'un espace citoyen organisé par la radio de Tlemcen, que plus de 1 milliard de DA ont été mobilisés pour réaliser plusieurs projets d'approvisionnement en eau potable, notamment dans le couloir ouest de la wilaya qui comprend 14 communes.

Il a notamment indiqué que 300 millions de DA ont été mobilisés pour la réhabilitation du réseau d'eau potable du quartier Oudjlida à Tlemcen, 200 millions de DA pour le quartier Sidi Abderrahmane à Nedroma, 400 millions de DA pour le raccordement et l'équipement de 4 forages à Bab El Assa, permettant de récupérer 5200 mètres cubes/jour, ainsi que la mise en service de 3 forages à Beni Boussaïd ayant permis la récupération de 6.200 mètres cubes/jour.

Parallèlement aux efforts

d'amélioration de l'approvisionnement, des campagnes de sensibilisation sont organisées par l'antenne locale de l'Algérienne des Eaux (ADE) pour encourager une consommation responsable du précieux liquide, notamment face aux changements climatiques qui ont provoqué une sécheresse persistante depuis une dizaine d'années dans l'Ouest du pays.

L'entreprise a mis en place un programme éducatif visant les établissements scolaires, à travers des cours de sensibilisation sur l'économie d'eau et les bons gestes pour le stockage. Des visites dans les camps d'été et les plages sont également prévues, avec la distribution gratuite de sachets d'eau fraîche, de livres et brochures pédagogiques.

L'organisme participe aussi à diverses rencontres et journées d'étude, tout en diffusant des conseils et messages de sensibilisation via des émissions radio, ainsi que des publications sur les réseaux sociaux de sa page officielle, selon les explications fournies par l'ADE.

Adrar

Les structures de l'Education renforcées

De nouvelles structures pédagogiques seront réceptionnées dans la wilaya d'Adrar en prévision de la prochaine rentrée scolaire (2025-2026), a-t-on appris de la direction locale de l'Éducation. Il s'agit notamment de huit (8) groupements scolaires en cours de réalisation dans les communes d'Adrar, Sebaa, Tamest, In-Zghmir (deux groupements scolaires au ksar de Tilouine) et Sali (trois groupements au chef-lieu de wilaya et aux

ksours de Bermata et Zaouiet-Lahchef), a expliqué le directeur du secteur, Hassan Baouthmane. Concernant la restauration scolaire, les services du secteur ont fait état de 280 cantines relevant des établissements éducatifs de la wilaya, dont 210 pour le cycle primaire, 48 pour le moyen et 25 pour le secondaire.

Plus de 14.400 nouveaux élèves, dont 5300 élèves du préscolaire rejoindront les bancs de l'école, dans la wilaya

d'Adrar, au titre de la prochaine année scolaire, selon les statistiques de la direction de l'Éducation.

Cette année, le nombre total d'élèves scolarisés, tous cycles d'enseignement confondus, va probablement dépasser 88.000 élèves, dont plus 47.400 pour le primaire, 29.900 pour le moyen et 11.300 pour le secondaire, répartis sur 300 établissements éducatifs, encadrés par près de 5.400 enseignants, a-t-on ajouté de même source.

Mascara

Un œil sur les logements sociaux

L'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya de Mascara a lancé, dernièrement, une vaste campagne de vérification de l'occupation ou de la vacance des logements publics locatifs, selon un communiqué de l'Office. Cette campagne, qui s'inscrit dans le cadre des instructions des autorités locales, prévoit des sorties de terrain au niveau du parc immobilier relevant de l'Office dans l'ensemble des 47 communes de la wilaya. Il s'agira notamment de vérifier si les logements locatifs

publics sont effectivement occupés, ou inoccupés, tout en relevant les infractions aux clauses des contrats de location, en particulier les cessions illégales et les sous-locations, précise le communiqué. La campagne, dont la durée n'a pas été précisée, comprendra l'ouverture d'enquêtes approfondies sur tous les cas de location, de vente, de changement d'usage ou de fermeture injustifiée des logements sociaux. Des procès-verbaux de constatation seront rédigés à cet effet, ajoute la même source.

Des mises en demeure immédiates seront également adressées aux contrevenants, en prélude à la mise en œuvre de mesures juridiques strictes, y compris la résiliation des contrats et la récupération des logements, afin de préserver ce patrimoine public et garantir qu'il revienne à ses véritables bénéficiaires.

L'objectif de cette campagne est de lutter contre l'occupation illégale des logements locatifs publics relevant du parc immobilier de l'OPGI de la wilaya, conclut le communiqué.

Tiaret

Une nouvelle salle de soins ouverte à Guertoufa

Une nouvelle salle de soins a été récemment mise en service dans la commune de Guertoufa, a-t-on appris, samedi, auprès du directeur de la Santé et de la Population, Ali Bensadek. Selon le même responsable, cette infrastructure, implantée au niveau du centre rural de Tamda, contribue à l'amélioration des prestations de santé offertes à plus de 3500 habitants, tout en offrant de meilleures conditions de travail au personnel médical, auparavant installé dans une structure exiguë et vétuste.

La salle de soins, baptisée "Chahid Benseghir Sahraoui", propose plusieurs services médicaux, notamment des consultations, des examens radiologiques, des analyses médicales et

des soins dentaires, grâce à un personnel qualifié et un équipement médical moderne. Elle assure également une permanence nocturne, évitant ainsi aux patients de se déplacer vers les hôpitaux avoisinants, et permet une prise en charge rapide des blessés d'accidents de la route, la région étant marquée par une densité de circulation.

Ce projet, réalisé par l'Assemblée populaire communale de Guertoufa, a été achevé en une année dans le cadre du programme de soutien au développement économique et social de l'année précédente, pour un coût de 24,4 millions de dinars. La Direction de la santé et de la population s'est chargée de l'équipement de la structure.

Un éveil contagieux !

El-Houari Dilmi

Toute la ville de Tiaret se fait belle, au point de s'attirer l'admiration de tous les algériens. En effet, l'éveil du sens civique et de la vie en bonne intelligence avec la nature chez les jeunes tiaretiens, fait la « Une » des médias sociaux ces derniers jours.

La belle idée est née dans la tête de Mahous Mohamed, Zaki, Yeddou, Khalifa Med et un autre groupe de jeunes volontaires, engagés en faveur des bonnes causes.

Toute la jeunesse tiaretienne retrouve les manches pour nettoyer à grande eau toute la ville de Tiaret, longtemps livrée à l'abandon et aux déprédations. Aux quatre coins de la ville, des jeunes ont transformé des quartiers complets en des espaces publics où il fait bon vivre. Munis de pinces, bidons de peinture, échelles et autres menus outils, des jeunes volontaires bravent la fatigue et la canicule, pour repeindre les murs des immeubles, dessiner de belles fresques murales avec des couleurs pastel ou encore relooker les vieux escaliers de la ville comme ceux donnant sur le boulevard « Ben Badis », transformés en une véritable œuvre d'art avec des guirlandes de fleurs aux couleurs chatoyantes et illuminées à la tombée de la nuit. Depuis plusieurs semaines, à Tiaret et d'autres communes de la wilaya, une frénésie créatrice a saisi les jeunes qui ont entrepris de dissiper la grisaille de leurs quartiers en couvrant l'espace public de couleurs vives. De nombreuses cités, quartiers populaires, escaliers, et autres lieux et places publics ont re-

trouvé une nouvelle vie après avoir été longtemps livrés à la saleté, défigurés par l'absence d'entretien. Postées sur Internet, les photographies des escaliers multicolores ont soulevé l'enthousiasme et suscité des émules dans tout le pays.

À Tiaret-ville, les fresques rivalisent d'inventivité, dessinant un mouvement citoyen d'un nouveau genre. Des enseignes lumineuses ont même été installées le long des principales artères principales de la ville, à l'image de la célèbre rue Emir Abdelkader (ex-rue Bugeaud). Ville d'escaliers par excellence, Tiaret ne pouvait passer à côté de cette fièvre colorée qui s'est emparée de toute la jeunesse tiaretienne. Les initiateurs, tous bénévoles, ont d'abord nettoyé les marches avant de passer à l'action, créant ainsi une belle ambiance au centre-ville. Cette « révolution » contagieuse est, de fait, un ballon d'oxygène dans une ville où l'urbanisation accélérée et anarchique, les carences des services publics locaux et les déchets générés par l'essor de la société de consommation défigurent les paysages. Le nettoyage à grande eau de tout l'entourage du marché couvert au centre-ville, a mis du baume au cœur des Tiarétiens longtemps traumatisés par un commerce informel tentaculaire et une saleté envahissante tellement banalisée que le passant n'y prête plus attention... Le beau relookage des principales entrées de la ville de Tiaret, est en train de retaper le moral à la population locale qui nourrit l'espoir de voir l'antique Tihert retrouver son lustre d'antan.

Aïn Témouchent

La zone d'activités aquacoles de Sbiaat livrée avant fin 2025

Le taux d'avancement du projet de réalisation d'une zone d'activités dédiée à l'aquaculture dans la région de Sbiaat, à Aïn Témouchent, a atteint 88%, a indiqué dernièrement le directeur local de la pêche et de l'aquaculture, Houari Kouicem.

Ce "taux important" permettra "la réception de l'infrastructure, située dans la commune d'El-Messaid, avant la fin de l'année 2025, et son entrée en service durant le premier trimestre de l'année 2026, avec l'installation de nouveaux projets d'investissement dans la filière aquacole", a-t-il ajouté.

Ce projet, suivi techniquement par le secteur des travaux publics, comprend tous les aménagements néces-

saires à la zone d'activités, notamment l'aménagement du site, la réalisation des réseaux (électricité, assainissement), la voirie, et l'éclairage public, selon M. Kouicem.

La zone d'activités aquacoles, dont la mise en œuvre a débuté en décembre dernier, s'étend sur une superficie totale de 8 hectares, répartie en 27 lots destinés à accueillir des projets relevant du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Selon la même source, cette zone revêt une importance économique majeure pour la wilaya, en raison de la création prévue de plus de 500 emplois directs à travers l'ensemble des projets d'investissement qui y seront implantés.

CHAN-2025 - Groupe C - Après le nul face à la Guinée L'EN à 90 minutes de la qualification



M. Zeggai

L'équipe nationale a failli passer à la trappe avant-hier au Man dela National Stadium de Kampala et quitter momentanément la compétition. Menés à la marque contre le cours du jeu, les Verts ont attendu jusqu'à la 88' pour voir le rentrant Bayazid débloquer la situation lors de cette 4^e et avant-dernière journée (Groupe C) du Championnat d'Afrique des nations 2025. En effet, en dépit d'une domination, les Algériens ont éprouvé les pires difficultés à trouver des solutions offensives. En l'absence d'un meneur de jeu, capable de diriger la manœuvre et jouer en profondeur, l'EN a trop abusé de longues aériennes et des mauvaises relances. Au fur et à mesure, les Guinéens, visiblement naïfs et limités techniquement à l'exception de deux ou trois joueurs, ont repris confiance. En deuxième période, alors que l'on attendait la réaction des nôtres pour concrétiser leur

supériorité, c'est la Guinée qui parvint à ouvrir le score contre toute attente par l'entremise du sociétaire de Horoya AC, Ismaël Camara, qui a exploité une balle perdue au milieu de terrain.

Touchés dans leur amour-propre, les joueurs du sélectionneur Madjid Bougherra ont subi le coup sur le plan psychologique ce qui explique les nombreux ratages et les erreurs dans la transmission de la balle. Il a fallu l'incorporation de Bayazid pour voir les Verts réussir l'égalisation à quelques minutes seulement de la fin de la partie et éviter une élimination qui se profilait à l'horizon.

Certes, la sélection nationale a fait ce qu'il fallait faire pour maintenir intactes ses chances de qualification aux quarts de finale, mais il faut en convenir que sa prestation a été peu convaincante en raison de l'indiscipline de jeu de certains joueurs et l'excès d'individualisme des autres. Le coach national et son staff devront revoir leur copie si l'ont veut réelle-

ment gagner ce championnat d'Afrique comme l'a clairement affirmé Madjid Bougherra.

Avec ce résultat de parité et le nul imposé par le Niger à l'Afrique du Sud, l'Algérie stagne à la 2^e place avec 5 points en compagnie des « Bafana Bafana », derrière l'Ouganda (6 points). La Guinée, dont il s'agissait du dernier match, est éliminée. Compte de la situation mathématique du groupe C, les Verts, qui ont le destin entre leurs mains, sont idéalement placés pour composer leur billet pour le prochain tour. Une victoire demain face au Niger, lanterne rouge du groupe, qualifierait directement les Fennecs sans pour attendre le résultat de l'autre empoignade entre l'Ouganda et l'Afrique du Sud. C'est dans les cordes des Algériens car on voit mal la modeste sélection nigérienne battre la sélection nationale. Pour rappel, les deux premiers du groupe se qualifient pour les quarts de finale, prévus les 22 et 23 août.

Ligue 2

Djamel Benchadli nouvel entraîneur du WA Tlemcen

Le technicien Djamel Benchadli a donné son accord pour prendre les rênes techniques du promu en Ligue 2, le WA Tlemcen, a-t-on appris auprès de l'intéressé. «Les premières discussions que j'ai eues avec les dirigeants du WAT ont été fructueuses. Il ne reste que la signature de mon contrat pour entamer mon travail avec l'équipe en début de semaine», a déclaré Benchadli. La direction du Widad a été contrainte de reprendre son bâton de pèlerin à la recherche d'un nouvel entraîneur après le départ prématuré de Bouziane Rahmani, engagé, il y a près de deux semaines, mais qui a claqué la porte. «J'ai eu l'occasion de superviser l'effectif du WAT lors du match amical face

au MCO à Oran. Malgré la défaite concédée pour l'occasion, j'ai pu quand même noter quelques satisfactions. Il y a toujours des lacunes à corriger, qu'on compte y remédier lors du stage que j'ai programmé à Tlemcen», a encore dit Benchadli. Le technicien oranais n'aura pas besoin du temps pour s'adapter avec l'environnement de sa nouvelle formation, étant donné qu'il a déjà eu un premier passage avec les Bleu et Blanc, il y a quatre saisons. A l'époque, il a été appelé à la rescousse pour sauver le club de la relégation en Ligue 2. Une mission qu'il a parfaitement réussie. «Je garde de bons souvenirs de mon premier passage au WAT. C'est un grand club qui compte dans

son palmarès des trophées nationaux et arabes. Je ferai de mon mieux pour contribuer à sa renaissance», a-t-il assuré. Benchadli aura près de trois semaines pour effectuer les derniers réglages avant le coup d'envoi du championnat de la Ligue 2, un palier que le Wided retrouve après deux exercices passés en inter-régions. Il hérite d'un effectif remodelé qui a connu plusieurs changements par rapport à celui de la saison passée. Le recrutement au WAT n'est d'ailleurs pas encore clôturé. La direction vient d'engager l'ancien défenseur de l'ES Sétif, Anes Saad qui porte à une quinzaine d'éléments le nombre des recrues au cours de l'actuel mercato estival.

Qatar Stars League

Berkane signe son premier but

L'attaquant algérien, Redouane Berkane, a marqué avant hier soir son premier but sous les couleurs de sa nouvelle formation d'Al-Wakrah SC, lors du match nul décroché en déplacement face à Al-Arabi (2-2), lors de la 1^{re} journée du championnat qatari. Entré en cours de jeu en début de la seconde période (46e), en remplacement d'Amine Zouhrouh, Berkane a remis

les pendules à l'heure (2-2) d'une tête rageuse, (68e), sur un centre de l'Espagnol Gerard Valentin. Berkane (22 ans) s'est engagé pour quatre saisons avec Al-Wakrah SC, en provenance de la JS Kabylie. Il s'est distingué sous les couleurs de la JSK, la saison dernière, en inscrivant 10 buts et délivrant 2 passes décisives, en 30 matchs, toutes compétitions confondues, contribuant à la deuxième

me place décrochée par la JSK. En dépit de l'envie de la direction de le conserver dans l'effectif de l'entraîneur allemand Josef Zinnbauer, le joueur a préféré changer d'air. Convoité dans un premier temps par le club belge de Zulte Waragem, Berkane a été séduit par l'offre d'Al-Wakrah SC, 8e au classement final lors de la précédente édition de «Qatar Stars League.»

Olympique El Bahia Wahrane de karaté

Un jeune club qui brille sur la scène nationale et internationale

J. Boukraa

Après une année riche en titres, le club Olympique El Bahia de karaté a célébré ses champions sacrés durant la saison 2024/2025, lors d'une cérémonie tenue la semaine passée à la salle de sport Aïssa Hamdan à Medioni. Fondé en 2019, ce jeune club a obtenu de nombreux titres, contribuant ainsi au développement de cette discipline dans la wilaya d'Oran et à la levée du drapeau national dans plusieurs compétitions internationales. Cette cérémonie était l'occasion d'honorer les athlètes qui ont fièrement représenté la wilaya d'Oran, parmi lesquels Ghazal Khoulood : championne du monde en sport scolaire (karaté) à El Bahrein , Nahal Hamid : champion d'Algérie en catégorie seniors (+84 kg), membre de l'équipe nationale, Drich Mohamed : vice-champion d'Algérie seniors (-84 kg), Lastal Ryad : vice-champion d'Afrique cadets, vice-champion de la Méditerranée et membre de l'équipe nationale du karaté dans sa catégorie, Douaa Haïchour : championne d'Algérie, membre de l'équipe nationale, Bachiri Hadjer : championne d'Algérie juniors et Haïchour Mohamed : champion d'Algérie en sport scolaire (karaté).

Selon Hamaida Mustapha, directeur technique du club et ancien entraîneur, « malgré des moyens financiers limités, le club a réalisé d'importants succès nationaux et internationaux. Ces résultats sont le fruit du travail acharné des entraîneurs et des membres du bureau. L'objectif du club est de promouvoir le karaté, de contribuer à la société civile et d'inculquer les valeurs morales aux jeunes, tout en lut-

tant contre les fléaux sociaux ». Pour lui, « le sport est avant tout une école d'éducation et d'éthique, avant d'être un effort physique ». De son côté, Mme Zeghar Djamilia, représentante du karaté féminin, a affirmé que « depuis sa création, le club s'applique à former des sportifs d'élite, obtenant des résultats remarquables et élevant le drapeau national dans plusieurs compétitions internationales ». Elle a souligné que ces performances sont dues « à la rigueur et à la discipline imposées par les entraîneurs et gestionnaires du club, notamment Hamaida Mustapha et Boucif Boudaoud, entraîneur de l'élite, qui a contribué à ces succès, surtout avec de jeunes athlètes ayant remporté des titres internationaux dès leur première participation ».

Quant au coach Boucif Boudaoud, entraîneur au club, athlète international, ancien champion d'Afrique et d'Algérie à plusieurs reprises, ex-sportif du Mouloudia d'Alger, il a souligné que les performances du club résultent d'une stratégie basée sur le développement des compétences. Il a profité de l'occasion pour lancer un appel aux autorités afin d'accorder plus de soutien aux sports de combat, en particulier le karaté, surtout que la stratégie internationale adoptée par plusieurs pays dans le domaine des arts martiaux requiert un appui financier. « L'ambition du club est de devenir un véritable vivier pour les athlètes d'élite qui représenteront l'Algérie dans les compétitions internationales », a-t-il souligné. A noter que cette cérémonie a été rehaussée par la présence de personnalités sportives et de représentants des autorités locales et du secteur sportif de la wilaya d'Oran.

La vie des clubs

Belle victoire du MO Béjaia face au CA Bizertin à Hammam-Bourguiba

Le MO Béjaia, le promu de la Ligue 2, s'est imposé face au CA Bizertin (Ligue 1 tunisienne) 3-0, en match amical disputé au complexe de Hammam-Bourguiba (Tunisie). Le MOB a ouvert le score peu avant la pause par Bendif, sur penalty (39e), avant de doubler la mise juste après la reprise, grâce à Adrar (47e). Derai a surgi en fin de match pour donner plus d'ampleur à la victoire de siens (83e). Il s'agit du troisième test amical pour les «Crabes», après un succès devant l'ASO Chlef (1-0) et

une défaite face à l'ES Sétif (1-2). Les joueurs de l'entraîneur Mustapha Biskri disputeront deux autres tests amicaux, avant de regagner le pays, pour poursuivre leurs préparatifs en vue du coup d'envoi du championnat. Côté recrutement, le club bejaoui a été très actif durant ce mercato estival, avec l'arrivée de plusieurs joueurs à l'image du gardien de but Kotni (ex-WA Mostaganem), Nadjji (ex-CA Batna), Moussaoui (ex-GC Mascara) ou encore le revenant Mebarakou (ex-Olympique Akbou).

Préparation : la JSK se neutralise avec Al Dhaid SC

La JS Kabylie s'est contentée d'un nul vierge, contre le club d'Al Dhaid SC, lors de son quatrième match amical de préparation, disputé au Yalova Stadium (Turquie). Lors des trois matchs précédents, les Canaris avaient réussi à s'imposer (1-0) face aux Qataris d'Al-Mesaimeer, et concédé deux défaites, respectivement (2-0) contre Al-Kholood (Arabie saoudite) et (2-1) contre l'Emirates Club. Le stage du vice-

champion d'Algérie a pris fin hier. A propos du recrutement, le club de la ville des «Genêts» a assuré jusque-là l'arrivée de cinq nouveaux joueurs, à savoir : l'attaquant Mahious (ex-CR Belouizdad), le milieu de terrain ivoirien Josaphat Arthur Bada (ex-Singida FC/ Tanzanie), les défenseurs Bellaouel (ex-CS Constantine), Mouali (ex-MC Alger), Benattia (ex-MC Oran) et Belaid (Saint-Trond VV/ Belgique).

Environnement

Les canicules sont-elles plus dangereuses quand elles durent ?



Coup de chaleur, problèmes cardiovasculaires... Les effets délétères des fortes chaleurs sur l'organisme sont bien connus. Mais à quel point s'accumulent-ils quand une canicule dure longtemps, comme ce sera probablement le cas en ce mois d'août ? La réponse reste incertaine. «Loin d'être une simple gêne, la hausse des températures peut constituer un risque croissant pour la santé humaine en causant décès et souffrance, et en surchargeant les systèmes de santé du monde entier», rappelait en juin l'antenne européenne de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Depuis, deux vagues de chaleur ont traversé le continent, la dernière atteignant actuellement son apogée dans certains pays. Elles ont non seulement été frappantes par leur intensité, avec des températures dépassant les 40 degrés, mais aussi leur durée.

Ce constat alimente les interrogations sur les effets pour la santé d'une canicule se prolongeant au-delà de seulement quelques jours. L'Europe garde notamment le souvenir de la canicule emblématique de 2003 qui avait duré plus de deux semaines et tué plus de 70.000 personnes.

La réponse n'est pas évidente, car les effets de la chaleur sur la santé tardent parfois à se traduire: sur le moment, les fortes températures peuvent provoquer des coups de chaleur et des déshydratations parfois

mortelles, mais elles peuvent aussi aggraver des pathologies existantes, notamment cardiovasculaires et respiratoires, auquel cas le décès ou l'hospitalisation peut avoir lieu après plusieurs jours. Et, après plusieurs jours de canicule, une question cruciale se pose: sur des organismes déjà fatigués par la chaleur, l'exposition aux températures élevées a-t-elle des effets de plus en plus marqués ?

LE SOMMEIL MENACÉ

La littérature scientifique reste mesurée sur le sujet et peu d'études se sont spécifiquement penchées sur les conséquences directement liées à la durée de la canicule. Déjà anciens, certains travaux apportent toutefois quelques éléments de réponse. Une étude, publiée en 2011 dans la revue *Epidemiology*, à partir de données sur une centaine de vagues de chaleur aux Etats-Unis, concluait ainsi à un «petit effet» aggravant pour les épisodes durant plus de quatre jours. Mais le plus souvent, le risque se résume «à l'effet isolé des températures de chaque jour»: autrement dit, le dixième jour d'une canicule n'est pas forcément plus dangereux ou meurtrier que le troisième. Plus largement, les études ne vont pas toutes dans le même sens. «Certains travaux concluent à un effet d'accumulation significatif sur la mortalité, mais d'autres enregistrent des

conclusions différentes d'une ville à l'autre», arrivant parfois à la conclusion que la durée d'exposition à la chaleur n'a qu'un effet «minimal ou négligeable», selon un travail de synthèse publié en 2018 dans la revue *Science Of The Total Environment*. Reste que ces dernières années, la recherche a progressé sur certains aspects sanitaires des fortes chaleurs, ce qui pourrait potentiellement changer la donne. C'est notamment le cas des effets nuisibles des canicules, voire simplement de la chaleur, sur le sommeil. Cet impact a notamment été mis en avant en 2024 par le *Lancet Countdown*, un rapport publié chaque année par la revue médicale de référence pour faire le point sur les effets sanitaires du réchauffement climatique. «L'exposition à la chaleur affecte également de plus en plus (...) la qualité du sommeil, ce qui a ensuite des conséquences sur la santé physique et mentale», résumaient les auteurs.

Or, l'effet négatif d'un mauvais sommeil tend à s'accumuler au fil des nuits difficiles, en perturbant les capacités de récupération de l'organisme. Une synthèse de plusieurs études scientifiques, publiée mi-2024 dans la revue *Sleep Medicine*, soulignait ainsi que «la hausse des températures induite par le changement climatique et l'urbanisation constitue une menace planétaire pour le sommeil».

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ORAN
DAIRA D'ES-SENIA
COMMUNE D'ES-SENIA
N° D'IDENTIFICATION FISCALE : 001231059010651

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions des articles N° 38-46-49- 50 du la loi N° 23/12 du 05/08/2023 portant les regles generales des marche public et l'article 161 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations de service publics

Le Président de l'Assemblée Populaire Communal, informe les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°05/2025 paru aux journal « الجمهورية » le 27/07/2025 et au journal «le quotidien d'oran » le 29/07/2025 relatif au :

Réalisation D'un Parking Avec Réhabilitation Voirie Urbaine
Cote Université rue Ben Harat Mohamed Es Senia

Après ouverture des plis, examen et évaluation des offres, les marchés ont été attribué provisoirement au soumissionnaire indiqué au tableau ci-dessous :

Entreprise Retenue	Projet	N identifca	Montant de l'Offre (DA) ttc	Délai de Réalisation	Observation
CHERIFI MOHAMED	Réalisation D'un Parking Avec Réhabilitation Voirie Urbaine Cote Université rue Ben Harat Mohamed Es Senia	166020102366162	15 505 378.70	03 MOIS	pré qualifié techniquement Offre moins disante financièrement

délai de dix (10) jours est accordé aux soumissionnaires pour tout éventuel recours introduit auprès du président de la commission des recours des procédures adaptés, à compter de la première parution de cet avis, et ce conformément à l'article 56 du la loi cité ci-hauts.
Pour les autres soumissionnaires, ceux-ci peuvent se rapprocher des services des marchés, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de l'apparition de l'attribution provisoire, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres.

13 AOÛT 2025
FAIT A ES-SENIA, LE
LE PRÉSIDENT DE L'A.P.C

ANEP N° 2531011619 Le Quotidien d'Oran 17/08/2025

APARTEMENTS

VILLAS

■Vends F2 St Pierre, rdc (350 U), F3 Cité Lescure, 10^{ème} (400 U), F3 Cavaignac 1^{er} (500U), F3 Yasmine, 11^{ème} (650U), F3 Ben M'hidi (850 U), F3 Akid Lotfi 5^{ème} (950 U) . Ag ABDALLAH : 041. 38.62.87 / 0770.40.87.48

■A vendre villa actée, 226 m², deux façades, centre-ville Terga, 45 km d'Oran. Prix 1.4 négociable et à louer appartement Canastel, 3^{ème} étage, 5 millions par mois, 10 mois d'avance Tel : 0673.91.34.44

■ A vendre ou échange maison de maître composée de deux locaux. A l'entrée, un couloir puis une salle de bains et des sanitaires + une grande salle et une cuisine et un grand jardin + escalier menant à une terrasse – Tel : 0797.45.65.21 / 0697.19.83.60

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

fDon de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie

التبرع بالدم الجزائر

أنقذ حياة بقطرة دم

2

20.10 Youssef Salem a du succès



Dans cette comédie dramatique pétillante, le personnage principal, Youssef Salem (Ramzy Bedia), est un jeune homme en proie à une obsession malade pour le sexe, hanté par la peur irrationnelle de mourir d'un choc toxique s'il s'engage dans des relations physiques. Sa vie est un tourbillon de pensées, d'hésitations et de secrets, et son entourage, composé de sa famille excentrique, ne fait qu'amplifier ses angoisses.

3

20.10 Commissaire Montalbano



Saison 15 - Ep1 : La méthode Catalanotti
En pleine nuit, l'inspecteur Augello réveille le commissaire Montalbano à propos d'un homme dé-cédé. Le problème, c'est que le cadavre siège dans l'appartement en-dessous de celui de sa maîtresse : il ne peut donc révéler son existence sans compromettre son mariage et sa carrière. Le lendemain, le Commissaire et son adjoint sont en effet appelés à la suite d'un meurtre. Pourtant, l'adresse n'est pas celle indiquée par Augello...
22.05 Commissaire Dupin

4

20.00 Lapin



Dans la pénombre de son salon, Pierre Arditi écoute un air d'opéra. Soudain, la sonnette de sa porte d'entrée se fait entendre. Le comédien sort de sa songerie et va ouvrir. La comédienne Muriel Robin fait alors son apparition. Elle vient dîner avec son ami Pierre Arditi, comme chaque lundi, soir de relâche. Mais Pierre semble avoir oublié leur rendez-vous habituel. Pour ne pas perdre la face, il décide de commander des sushis.
21.25 Le vison voyageur
22.55 Gulaan en concert à Nouméa

5

arte

TMC

08.30 Silence, ça pousse !
09.25 Echappées belles
11.05 Des trains pas comme les autres
12.00 Thaïlande sauvage
13.00 Les Musicales du Lubéron : Mozart 1791
14.46 Imprévis
15.15 Au bout c'est la mer
16.07 Imprévis
16.10 Apocalypse : la 2e Guerre mondiale
19.00 Maisons et hôtels de légende
19.40 Imprévis
21.45 Une maison, un artiste

09.10 Les oiseaux . Champions des airs
09.55 Canada, le renouveau d'un détroit . Le retour des baleines à bosse
10.40 Iles de beautés
14.55 Liza Minnelli, la dernière héritière d'Hollywood
15.50 La plage... Et la faune grouillante de nos vacances
17.05 Nice, les artistes et l'azur
18.00 Asmik Grigorian à Kaunas
18.45 Arte journal
19.05 Gucci : luxe, drame et volupté
21.50 Tim Burton : un monstre de cinéma

08.20 Le bétisier de l'été
11.35 Petits plats en équilibre
11.40 Animaux à adopter
19.00 Les mystères de l'amour
20.10 Petits plats en équilibre
20.15 90' Enquêtes



CANAL+ CINEMA 20.00

L'I.A. DU MAL

Curtis, employé dans une société d'ingénierie informatique, fait la découverte d'un nouvel assistant domestique, AIA, piloté par une intelligence artificielle révolutionnaire. En compagnie de son patron Marcus, il décide de tester cette technologie innovante dans le confort de son foyer. Alors que son épouse Meredith montre des réserves face à l'installation de cet appareil doté de micro-caméras, leurs enfants, Cal, Preston, et leur sœur Iris, une lycéenne, commencent à entrevoir les nombreux avantages offerts par AIA.



BOUTCHOU



CINE + PREMIER 19.50

BOUTCHOU

Acteur: Carole Bouquet, Gérard Darmon, Clémentine Célarié,...
Dans leur belle villa du Pays basque, Odile et Raoul apprennent avec joie que leur fille Virginie est sur le point d'accoucher. Ils prennent le premier train à destination de Paris. Au même moment, Paul, le compagnon de Virginie, prévient ses parents divorcés, Paula et Roberto, qui se précipitent également vers la maternité. Sur place, les beaux-parents se chamaillent très rapidement. Après la naissance, les choses s'enveniment assez vite, tant les grands-parents se disputent l'affection de leur petit-fils.



CINE + FRISSE 19.50

G.I. JOE : CONSPIRATION

Les soldats d'élite du G.I. Joe sont envoyés récupérer des têtes nucléaires au Pakistan. Mais au lieu d'évacuation, les hommes de Hauser sont victimes d'une terrible attaque. Zartan, qui a pris la place du président américain, a en effet ordonné la destruction de l'escouade. Roadblock, Jaye et Flint sont les seuls survivants. Dans le même temps, se faisant passer pour Snake Eyes, Storm Shadow organise l'évasion de Cobra Commander.

TÉLÉVISION

TF1

20.00 Un petit miracle



Dans ce film touchant, Juliette, institutrice dévouée dans une petite école rurale, se fait du souci pour Edouard, son ancien mentor, qui jouait du piano pour ses élèves dans le cadre d'un projet pédagogique inspirant. Mais le destin s'acharne lorsque l'école subit un terrible incendie, menaçant l'avenir de l'éducation dans leur village. Face à cette tragédie, Michel, le maire du village, se retrouve dans l'urgence de trouver une solution pour ses jeunes élèves. C'est alors que Juliette, avec un esprit innovant, propose de donner ses cours à la maison de retraite locale,...

22.00 Esprits criminels

6

20.10 Capital



09.25 Turbo
11.30 Sport 6
11.45 Le 12.45
12.30 Un jour, un doc week-end
17.40 66 minutes : grand format



18.45 Le 19.45
19.15 Sport 6
19.35 En famille

La montagne, la campagne et l'Espagne offrent des alternatives bluffantes aux vacances sur le littoral français, de plus en plus inaccessibles. Avec leurs appartements spacieux à prix cassés, leurs piscines et leur club enfants inclus, les stations d'altitude se réinventent, rivalisant avec la côte. Les vacances au vert elles aussi se modernisent avec l'apparition de tiny houses au coeur des fermes et de gîtes tout équipés. A la campagne, les sorties en trottinettes et les baignades dans des plans d'eau naturels séduisent les familles.
22.10 Enquête exclusive

CANAL+

20.06 Marie-Jo



10.31 Coach Hakim
10.36 Clique
11.12 Loris Giuliano en balade
12.16 La Grille Moto
12.57 Moto GP: Grand Prix d'Autriche
13.47 The Week-end
14.00 Football : Premier League
15.57 The Week-end
16.30 Football : Premier League
18.25 The Week-end
19.26 Moto GP : Grand Prix d'Autriche

Marie-Josée Pérec fait partie des plus grandes athlètes du sport français. La Guadeloupéenne est la première Française à avoir été triple championne olympique d'athlétisme. Aux Jeux de Barcelone en 1992, elle remporte la médaille d'or sur 400m avant de réaliser le doublé aux JO d'Atlanta en 1996 sur 400m puis sur 200m. Surnommée "la gazelle" en raison de ses grandes et majestueuses foulées, Marie-Jo décroche également deux titres de championne du monde en 1991 et 1995.

PLANETE +

TFX

W9

08.31 American Pickers, la brocante made in USA
11.32 JFK
Un destin trahi
13.26 Florence Nightingale : la première des infirmières
14.58 Champs-Élysées
16.51 Le monde de Khéops
18.24 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Champs-Élysées
20.53 Le génie des bâtisseurs

08.27 TFX infos
08.30 Cleaners les experts du ménage
12.05 Friends
18.28 Petits plats en équilibre
18.30 Friends
19.45 Les naufragés



21.25 7 ans de mariage

08.30 Génération Hit machine
09.30 HDM : L'hebd de la musique
11.50 Scorpion
16.30 La petite histoire de France
19.50 Le viager



21.25 10 jours sans maman

FLÉCHÉS N° 9346

SIGNES DE PONCTU- ATION								
ROMAINS					RENVOYEE			
					POISSON			
					VAINS			
	APERÇUE							SUD-EST
	AMIE							PARADIS
	CAPITALE EUROPÉENNE							PRONOM
		SIERA		GLACE		ATTACHE		
		INFINITIF		PARCOURU DE NOUVEAU		NÉGATION		
		SQUELETTE						
ARBRE FRUITIER			ELLES NE SE FONT PAS SANS CASSER LES ŒUFS				COURANT ELEC- TRIQUE	
							SAINT	
				AUTANT POUR MOI		MÉTAL PRÉCIEUX		INSTRU- MENT EN L
				TÊTE				CROISSANCE
	HISSE		ARTICLE					
	VERSION ORIGINAL		VISSÉ					
			FRANGINS					
		SANG VÉGÉTAL						
		DÉCORÉ						
		COLÈRE						
			CHAMPION			DEUX A TROIS		
			BOUT D'EFFET			GRECQUE		
			INFINITIF					
					PAS DU TOUT UN AMATEUR			
					FINALEMENT			
	RATTACHER							
	NOTE							

1	P	2	R	3	I	4	T	5	E	6	L
7	S	8	A	9	N	10	O	11	U	12	D
13	M	14	V	15	B	16	G	17	X	18	
19		20		21		22		23		24	

Mon tout nous joue la comédie.

1 O	2 A	3 R	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

4	5	16	10	2	15	2	11	4	
7	1	8	4	5		7	2	11	4
12	3	2	13	5		6	11		6
1	6		3	14	9	8	7	4	3
16	8	7		4	9	2		4	6
6	4	2		4	8	3	4		7
3		15	2	5	6	4	5		7
8	12	4	5		3	2		5	4
7	2	6	6	4	4	5		4	5
4	7	6	3	4	5		18	3	
9		4	4			2	3	4	5
4	15		5	4	9	2	8	7	4
7	4	6		6	4		6	8	16
6	14		17	2	10	10	4	6	
	18	1	14	6	2	8	5	4	5

SUDOKU N° 9346

				8				
4		7				3	6	
		5		2	3	4		
			9		6	7	2	
		3						8
9				5	2		1	3
3	2		1	7	5			6
					8			
		9						

CODES N 9340



10 PREFERS



La Guinée-Bissau expulse deux médias portugais

Le gouvernement de Guinée-Bissau, pays lusophone d'Afrique occidentale, a annoncé vendredi l'expulsion du pays de deux médias portugais, une décision immédiatement condamnée par Lisbonne. Il n'a donné aucune explication concernant cette décision, qui vise l'agence de presse Lusa et la chaîne de télévision publique RTP, dont les programmes sont suspendus. Leurs représentants doivent quitter le pays avant mardi, selon une note du ministère bissau-guinéen des Affaires étrangères consultée par l'AFP. Le président de Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embalo, qui devait se rendre à Lisbonne lundi pour une cérémonie marquant son mandat de président tournant de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), ne sera finalement pas présent, selon la section guinéenne de la CPLP.

L'expulsion «est une décision du gouvernement», a déclaré à des journalistes le ministre des Affaires étrangères de Guinée-Bissau, Carlos Pinto Pereira.

«Nous expliquerons les raisons de cette décision lors d'une conférence de presse, probablement demain» samedi, a-t-il ajouté.

Inondations au Nigeria : des centaines de maisons endommagées



Des pluies torrentielles ont provoqué des inondations qui ont endommagé des centaines de maisons à Potiskum, dans le nord-est du Nigeria, ont annoncé les autorités locales à l'AFP dans la nuit de vendredi à samedi.

L'Agence de gestion des situations d'urgence de l'Etat de Yobe, où cette ville est située, a indiqué que 200 maisons avaient été endommagées. Selon un responsable de cette agence, seuls «quelques blessés» sont à déplorer mais la plupart de ces habitations sont «inhabitables». Un fonctionnaire local, Dauda Magaji, a évoqué auprès de l'AFP un chiffre allant jusqu'à 500 maisons endommagées.

Le phénomène a été accentué par le fait que certaines bouches d'évacuation des eaux étaient obstruées, ont souligné ces deux sources. Le Nigeria est régulièrement sujet à des inondations durant la saison des pluies, qui s'étend de juin à novembre. Mi-juin, des centaines de personnes avaient péri dans des inondations survenues à Mokwa, dans l'ouest du pays.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Pakistan : le bilan de la mousson passe à plus de 320 morts



Les pluies torrentielles qui s'abattent sur le nord du Pakistan ont fait au moins 320 morts en 48 heures, selon le dernier bilan annoncé samedi par les autorités, portant à plus de 600 le nombre de victimes depuis fin juin, d'une saison de mousson d'une intensité inhabituelle.

Un précédent bilan faisait état de 225 morts en 48 heures.

Inondations et glissements de terrain ont notamment ravagé la province montagneuse du Khyber-Pakhtunkhwa, frontalière de l'Afghanistan, qui déplore à elle seule 307 décès, indique l'Autorité provinciale de gestion des catastrophes, alors que les re-

cherches de corps ensevelis se poursuivent.

Samedi matin, les recherches se poursuivaient pour tenter de récupérer des corps ensevelis sous les décombres, avec plus de 2.000 secouristes mobilisés, a dit samedi Bilal Ahmed Faizi, porte-parole des secours de la province.

Air Canada : hôtesses et stewards en grève, 300 vols annulés

Les hôtesses et stewards d'Air Canada ont entamé samedi un mouvement de grève lié à leurs rémunérations qui a entraîné dans la foulée l'annulation par la compagnie de tous ses vols, au détriment d'environ 130.000 passagers quotidiens.

«Nous sommes maintenant officiellement en grève», a annoncé dans un communiqué le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), qui représente les quelque 10.000 personnels navigants concernés.

Air Canada, qui dessert directement 180 villes dans le monde,

a immédiatement réagi en annonçant avoir «suspendu toutes ses opérations», soit 700 vols prévus ce samedi. Le SCFP avait déposé un préavis de grève de 72 heures mercredi.

Avant même le début officiel de la grève, la compagnie avait déjà annoncé l'annulation de près de 300 vols vendredi.

Au-delà d'une augmentation de salaire, son personnel navigant réclame aussi d'être rémunéré pour les heures de travail au sol, y compris lors de l'embarquement, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent.



Le Salvador prolonge la durée de détention préventive de milliers de prisonniers



Le parlement du Salvador a prolongé vendredi au moins jusqu'en 2027 la durée de détention préventive de dizaines de milliers de membres présumés de gangs emprisonnés dans l'attente de leur procès. L'Assemblée législative, avec 57 députés de la majorité et trois de l'opposition, a approuvé une réforme de la loi sur le crime organisé, 10 jours avant l'expiration du délai maximum de deux ans pour maintenir en détention plus de 88.000 personnes suspectées d'appartenir ou d'être complices des «maras» (gangs). Elles ont été arrêtées à partir de mars 2022, date de l'entrée en vigueur de l'état d'urgence permettant des arrestations sans mandat judiciaire et le déploiement de l'armée. Pour mener les procès de ces milliers de personnes en détention préventive, le parquet procédera à «l'agrégation des accusés dans une seule affaire» par cellules de gangs, principalement Barrio 18 et Mara Salvatrucha (MS-13), organisations considérées comme «terroristes» par les Etats-Unis.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

CODE DE LA ROUTE ET CODE DE VIE

Les drames et la mort sont devenus des compagnons de proximité. Inutile donc d'encore ressasser le bilan d'une comptabilité mortuaire.

On aura beau s'appuyer sur des causes trop évidentes pour expliquer les appels à la mort, le bien-fondé est ailleurs. Excès de vitesse, incivisme et gargarisme des égos, état lamentable des moyens de transport, routes déplorables constituent le lot des motifs apparents des catastrophes. Mais on devra se résoudre à comprendre que le mal est profond pour s'adosser et rester coincés dans les lamentations. Il n'est pas loin de

relever de la psychiatrie pour déceler les vraies racines d'un état d'esprit. L'ère suicidaire qui s'est accaparée les rues et les routes ne doit pas dans tous les cas rester blottie dans la fanfaronnade dite première nature et que l'on caresse malheureusement sans argumentation tenante. Un certain volontarisme débridé, allié à l'absence de savoir-faire, d'incompétence et mêlé aux difficultés de l'existence a bridé le sage partage de l'espace commun. Le farfalu et l'inconséquent deviennent maître de céans.

Revenir encore à une draconienne reformulation du code de la route ne suffira pas. Parce qu'à la vérité, il s'agit surtout d'instituer par tous les moyens un code de vie. Pour que la mort ne soit plus ni sur les routes ni aux coins des rues.